

Face aux attaques racistes et antiouvrières de la bourgeoisie

Forgeons un parti révolutionnaire multiethnique !

N.Y. SPARTACIST LEAGUE
P.O. BOX 3381
CHURCH ST. STATION
NEW YORK, NY 10008
212 - 267-1025



Eric Lagadec



Flavagli

Partout en Europe, la résistance ouvrière à l'offensive capitaliste : à gauche, la grève des camionneurs ; à droite, manifestation de métallurgistes à Rome.

Dans les dernières semaines de 1996, on a pu voir la résistance des différentes classes ouvrières d'Europe, confrontées à l'intensification des attaques contre leurs niveaux de vie. Deux grèves de fonctionnaires espagnols avec des manifestations de plusieurs centaines de milliers de personnes pour protester contre le gel des salaires ; en Italie, une manifestation de 150 000 métallurgistes à Rome pour des augmentations de salaires ; en Allemagne une grève massive des employés de banques a fait reculer le gouvernement et le patronat qui voulait une diminution des remboursements maladie ; la grève des routiers en France. Et le développement de la grève en Corée du Sud vient nous rappeler que les rivalités économiques interimpérialistes qui se sont exacerbées après la destruction contre-révolutionnaire de l'URSS se traduisent par des attaques des patrons contre la classe ouvrière, les femmes ou les jeunes, non seulement en Europe, mais sur toute la planète.

Dans ce cadre, la grève des camionneurs a représenté un véritable camouflet pour la politique de Chirac et Juppé. Devant l'ampleur de la grève et les risques d'extension, le gouvernement a lâché sur les principales revendications, et en particulier sur la retraite à 55 ans, malgré la stratégie des bureaucrates syndicaux qui consistait à faire monter la pression sans étendre la grève à d'autres secteurs (CFDT d'« opposition » à Notat et FO), sans toucher à Paris, ou à organiser une journée d'action bidon (CGT).

Comme dans toutes les grèves depuis celle d'Air France en 1993, le soutien de la population aux grévistes était clair. Il

montrait, avec le début de grèves dans des secteurs connexes (dépôts SNCF de Nantes et Rouen, traminots de Nice et Rouen, Air France), une volonté d'en finir avec toutes ces attaques. Les dizaines de milliers de fonctionnaires grévistes manifestant au mois d'octobre, les milliers d'ouvriers et de militants syndicaux dans les manifestations du mois d'août dernier contre les exactions perpétrées

sur la « paix sociale » et la « cohésion nationale » face au bloc soviétique. L'exacerbation des rivalités interimpérialistes a aussi comme corollaire une exacerbation du chauvinisme et de la xénophobie, la bourgeoisie s'efforçant partout de faire des travailleurs des autres pays et des immigrés les boucs émissaires pour détourner le mécontentement des masses.

Les directions réformistes reprennent

français » et que les immigrés sont responsables du chômage.

A bas la terreur raciste ! Mobilisations ouvrières/ immigrées pour écraser les fascistes !

La classe ouvrière doit s'opposer à la répression raciste d'Etat ! Contraint à une humiliante reculade face aux camionneurs, le gouvernement a immédiatement cherché à reprendre l'offensive sur le front de l'« immigration ». En redoublant les attaques contre les couches les plus vulnérables de la classe ouvrière - les « immigrés clandestins » et derrière eux tous les immigrés, notamment d'origine africaine et maghrébine, et leurs enfants-, Chirac, comme avant lui Mitterrand puis Balladur, cherche délibérément à enfoncer un peu plus le coin des divisions racistes au sein de la classe ouvrière. Cela lui apparaît d'autant plus nécessaire qu'en août-septembre dernier, les mobilisations en défense des « sans-papiers » de l'église Saint-Bernard avaient montré que la partie la plus consciente de la classe ouvrière « blanche » avait commencé à se mobiliser contre le racisme d'Etat. Cette mobilisation avait alors contraint le gouvernement, qui redoutait que ces mobilisations ne deviennent le détonateur d'une explosion sociale qui mobiliserait au coude à coude travailleurs « français » et « immigrés » contre sa politique raciste et antiouvrière, à une reculade partielle et temporaire.

Chirac et Debré ont ainsi saisi avidement l'occasion que leur offrait fort opportunément l'attentat criminel de la station RER de Port-Royal (dont on ne sait pas qui l'a perpétré) pour réactiver le plan Vigipirate et son quadrillage raciste des grandes villes par l'armée et la police, au nom de la « lutte antiterroriste ». Pour faire bonne mesure, les tueurs profession-

Suite page 2

PO et GR : fétichisme de la « grève générale » et collaboration de classes

par le gouvernement contre les « sans-papiers » étaient les signes de cette même volonté.

Mais si certainement la grève des routiers saura inspirer les luttes dans ce pays (et en Europe où elle a eu beaucoup d'impact), la victoire des camionneurs ne doit pas masquer le fait que la bourgeoisie est obligée - du fait de la concurrence interimpérialiste à l'échelle mondiale - et donc déterminée à infliger des coups aux ouvriers et à leurs syndicats.

Partout dans le monde capitaliste, les patrons et leurs gouvernements sont passés à l'offensive pour augmenter brutalement le taux d'exploitation de « leur » prolétariat - dans la pratique, le faire travailler davantage tout en réduisant les salaires réels. Dans l'Europe de Maastricht, cela signifie le démantèlement des mesures de protection sociale de l'« Etat providence » (sécurité sociale, allocations chômage, caisses de retraite...) qui avaient été mises en place après la Deuxième Guerre mondiale dans le but d'as-

surer la « paix sociale » et la « cohésion nationale » face au bloc soviétique. L'exacerbation des rivalités interimpérialistes a aussi comme corollaire une exacerbation du chauvinisme et de la xénophobie, la bourgeoisie s'efforçant partout de faire des travailleurs des autres pays et des immigrés les boucs émissaires pour détourner le mécontentement des masses. Les directions réformistes reprennent

à leur compte ces campagnes chauvines de la bourgeoisie. Dans la droite ligne des années de campagnes du PCF et de la CGT autour de « Produisons français », certains dirigeants syndicaux de Thomson-Multimédia se sont répandus en déclarations ouvertement racistes à l'annonce du projet de vente de leurs usines au groupe coréen Daewoo. Le PCF et la CGT ont beau proclamer leur solidarité en paroles avec les grévistes coréens pour faire bonne mesure devant les ouvriers les plus conscients qui s'identifient à la lutte des ouvriers là-bas, leurs campagnes protectionnistes au fil des années enchaînent les travailleurs à « leur » bourgeoisie en défense de l'« intérêt national » et les dressent inévitablement contre les ouvriers des autres pays, aujourd'hui dans les guerres commerciales, demain dans les guerres tout court.

M 2651 - 141 - 5,00 F - RD



Parti...

Suite de la page 1

nels de la Légion étrangère, ceux-là mêmes qui à Bangui massacrent les soldats « rebelles » au gouvernement fantoche imposé par l'impérialisme français, patrouillent désormais dans les couloirs du métro parisien. La police multiplie dans les banlieues-ghettos les arrestations de membres présumés de prétendus « réseaux islamistes », désignant ainsi ouvertement les jeunes de la « deuxième génération » comme le nouvel « ennemi intérieur ». Pendant ce temps, le gouvernement fait adopter au parlement plusieurs lois qui aggravent encore l'arsenal législatif anti-immigrés. (sans d'ailleurs que l'« opposition » PS-PCF n'élève la voix), et se prépare à donner force de loi à la

« circulaire Bayrou » organisant l'exclusion des écoles des jeunes filles qui portent le « foulard islamique ». Le mouvement ouvrier doit s'opposer activement à la répression raciste de l'Etat bourgeois : A bas Vigipirate ! A bas les rafles « anti-islamistes » racistes ! Abrogation de la circulaire raciste de Bayrou ! Abrogation des lois Joxe, Pasqua et Debré ! Tous ceux qui ont réussi à entrer dans ce pays doivent avoir le droit d'y rester ! Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés et leur famille !

De plus en plus, la « question de l'immigration » polarise la société française. L'expression la plus concentrée de cette situation est évidemment le fait que le racisme anti-immigrés constitue le cheval de bataille des fascistes du Front national. A cet égard, les tentatives récentes du FN

pour organiser une base « militante » dans les syndicats ouvriers constituent une menace extrêmement sérieuse, et doivent être impitoyablement repoussées. La bourgeoisie n'est pas sur le point de passer le pouvoir aux fascistes mais ceux-ci essaient de se développer partout où ils trouvent des ouvertures. Il faut isoler et neutraliser les foyers d'infection fascistes dans les usines, stopper la diffusion de leur propagande, chasser les fascistes des lieux de vente de la presse ouvrière, empêcher la tenue de leurs meetings, etc. Il faut appeler les travailleurs à constituer partout où cela sera possible des groupes de défense ouvriers/immigrés, basés sur les usines – les cellules de base de la milice ouvrière capable de protéger efficacement les grèves et manifestations ouvrières et les quartiers immigrés contre les attaques des fascistes, des briseurs de grève et des flics.

Une telle perspective est totalement à l'opposé de la stratégie de « lutte antifasciste » des directions réformistes. Celles-ci appellent l'Etat capitaliste raciste et antiouvrier à intervenir pour empêcher le FN de diffuser ses appels aux pogromes dans les entreprises et les syndicats (ce qui se traduira par un renforcement des pouvoirs de contrôle et de répression de l'Etat bourgeois à l'encontre du mouvement ouvrier).

Ces mêmes directions cherchent à canaliser la rage justifiée des jeunes et de tous les adversaires de la barbarie fasciste vers des « fronts républicains » avec les racistes « démocratiques » qui « luttent contre le fascisme » en renforçant la ségrégation et la terreur racistes d'Etat. A Grenoble, une manifestation contre un meeting de Le Pen a ainsi vu défiler bras dessus, bras dessous (et à plusieurs kilomètres du meeting du FN) la gauche « antiraciste » et des députés de droite qui venaient de voter de nouvelles lois racistes !

Aujourd'hui dans ce pays, la terreur raciste est avant tout une terreur d'Etat, dont le but est d'affaiblir et de diviser la classe ouvrière. Les effets de cette division étaient clairement visibles en décembre 1995, où elle a constitué un des principaux obstacles à l'extension des grèves au secteur privé, avec son importante composante « immigrée ». C'est pourquoi à l'époque, nous, trotskystes, avons lié l'extension de la grève à la nécessité d'écraser Vigipirate, de combattre la discrimination raciste sous toutes ses formes (notamment dans la fonction publique), et de construire un parti révolutionnaire multiethnique, tribu du peuple et des opprimés – l'instrument nécessaire pour rallier dans la lutte pour une révolution socialiste, derrière la puissance sociale de la classe ouvrière, les « immigrés », les femmes, la jeunesse et toutes les couches opprimées de la population. Ces tâches restent plus que jamais à l'ordre du jour.

La lutte révolutionnaire pour le pouvoir ouvrier

Le capitalisme en déclin n'a à offrir aux masses qu'austérité, chômage, intensification de l'oppression des minorités et des femmes.

Comme l'expliquait Trotsky il y a plus d'un demi-siècle, la lutte pour les revendications immédiates est plus que jamais inséparable de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir ouvrier : « Pour contraindre, dans les conditions actuelles, les capitalistes à faire des concessions sérieuses, il faut briser leur volonté : on ne peut le faire que par une offensive révolutionnaire. Mais une offensive révolutionnaire qui oppose une classe à une autre ne peut se développer seulement sous des mots d'ordre économiques partiels. On tombe dans un cercle vicieux [...]. La thèse marxiste générale, selon laquelle les réformes sociales ne sont que les sous-produits de la lutte révolutionnaire, revêt à l'époque du déclin capitaliste l'importance la plus brûlante et la plus immédiate. Les capitalistes ne peuvent céder quelque chose que s'ils sont menacés de tout perdre. Cepen-

dant, même les « concessions » les plus importantes dont soit capable le capitalisme contemporain, acculé dans l'impasse, resteront insignifiantes en comparaison de la misère des masses et de la profondeur de la crise sociale. Voilà pourquoi la plus immédiate de toutes les revendications doit être celle de l'expropriation des capitalistes et la nationalisation (socialisation) des moyens de production. Cette revendication est irréalisable sous la domination de la bourgeoisie ? Evidemment. C'est pourquoi il faut conquérir le pouvoir » (Encore une fois, où va la France ?, mars 1935).

Les luttes actuelles posent à brûle-pourpoint la nécessité d'une nouvelle direction révolutionnaire, c'est-à-dire de la lutte pour arracher la classe ouvrière à ses directions traîtres actuelles. Mais après 14 ans de gouvernements Mitterrand de collaboration de classes, qui se sont traduits par des attaques sans précédent contre le niveau de vie, contre les immigrés, les femmes et les jeunes, et avec toute la propagande déversée après la destruction de l'URSS sur la « mort du communisme », il existe dans la classe ouvrière et dans la jeunesse au minimum une forte méfiance, souvent une véritable hostilité, à l'idée même d'un parti révolutionnaire. Cela s'accompagne d'une tendance à espérer que la classe ouvrière, en l'absence d'un tel parti, peut réussir, sinon à renverser le capitalisme et à créer une société débarrassée de l'exploitation, du moins réussir à imposer à la bourgeoisie une amélioration durable de ses conditions d'existence.

Ce genre d'illusions dans la force du « mouvement spontané » prend notamment la forme d'un fétichisme de la « grève générale ». Cela est évidemment encouragé par les anarchistes, anarcho-syndicalistes et « syndicalistes révolutionnaires », pour qui la « grève générale insurrectionnelle » est l'instrument même de la révolution sociale (voir dans ce numéro la 5^e partie de notre série « Mar-



TROTSKY

Italie, 1920 : lutte de classe et direction révolutionnaire

Dans les années qui suivirent la Révolution ouvrière de 1917 en Russie, une vague de luttes révolutionnaires déferla sur l'Europe. En Italie, les ouvriers prirent le contrôle des usines dans tout le pays pendant le bienno rosso (deux années rouges) 1919-20. Mais contrairement à ce qui s'était passé en Russie, où le Parti bolchévique de Lénine avait dirigé une lutte victorieuse pour renverser l'Etat capitaliste, il manquait cruellement à la classe

ouvrière italienne un parti révolutionnaire d'avant-garde pour prendre la tête d'une lutte pour le pouvoir. La défaite de l'occasion révolutionnaire en Italie ouvrit la voie aux chemises noires fascistes de Mussolini, qui s'emparèrent du pouvoir deux ans plus tard. La principale leçon de ces événements historiques – la nécessité de forger des partis léninistes dans une lutte intransigeante contre les dirigeants ouvriers traîtres, réformistes et centristes – a été réaffirmée par l'Internationale communiste, notamment dans la résolution sur la « question italienne » du quatrième congrès, dont est tiré le passage reproduit ci-dessous.

Vers la fin de la guerre impérialiste mondiale, la situation en Italie était objectivement révolutionnaire. La bourgeoisie avait lâché les rênes du pouvoir. L'appareil de l'Etat bourgeois était détraqué, l'inquiétude s'était emparée de la classe dominante. Les masses ouvrières étaient lassées de la guerre et dans diverses régions même se trouvaient en état d'insurrection. Des fractions considérables de la classe paysanne commençaient à se soulever contre les propriétaires fonciers et contre l'Etat et étaient disposées à soutenir la classe ouvrière dans sa lutte révolutionnaire. Les soldats étaient contre la guerre et prêts à fraterniser avec les ouvriers.

Les conditions objectives d'une révolution victorieuse étaient réalisées. Il ne manquait plus que le facteur subjectif ; il manquait un parti ouvrier décidé, prêt au combat, conscient de sa force, révolutionnaire, en un mot, un véritable parti communiste.

[...]

L'occupation des usines par les ouvriers italiens, en automne 1920, a constitué un moment décisif dans le développement de la lutte des classes en Italie. Instinctivement, les ouvriers italiens poussaient à la solution de la crise dans un sens révolutionnaire. Mais l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire décida du sort de la classe ouvrière, consacra sa défaite et prépara le triomphe actuel du fascisme. La classe ouvrière n'a pas su trouver suffisamment de forces, au point culminant de son mouvement, pour s'emparer du pouvoir ; voilà pourquoi la bourgeoisie, en la personne du fascisme, son aile la plus énergique, réussit bientôt à faire mordre la poussière à la classe ouvrière et à établir sa dictature. Nulle part, la preuve de la grandeur du rôle historique d'un parti communiste pour la révolution mondiale n'a été fournie d'une façon plus nette que dans ce pays, où précisément faute d'un tel parti, le cours des événements a pris une tournure favorable à la bourgeoisie.

Non pas qu'il n'y ait pas eu en Italie, pendant ces années décisives, de parti ouvrier : le vieux parti socialiste était considérable par le nombre de ses membres et jouissait, extérieurement du moins, d'une grande influence. Mais il abritait dans son sein des éléments réformistes qui le paralysaient à chaque pas [...]. A tous les moments décisifs, les réformistes et centristes étaient comme un boulet aux pieds du parti. Nulle part ils n'étaient autre chose que des agents de la bourgeoisie dans le camp de la classe ouvrière.

Aucun moyen ne fut négligé pour trahir la classe ouvrière au profit de la bourgeoisie.

– Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste, 1919-1923



LENINE



A bas le quadrillage raciste de Vigipirate !

xisme contre anarchisme»). Mais les appels incantatoires à une « grève générale » ou à une « grève générale illimitée » sont aussi le fait de prétendus « trotskystes », qui trouvent ainsi un moyen d'esquiver les nécessaires batailles politiques contre les directions réformistes existantes qui trahissent la classe ouvrière. Ce faisant, ils deviennent des rabatteurs plus ou moins « à gauche » pour la nouvelle alliance de collaboration de classes que ces directions réformistes ont commencé à préparer.

La Gauche révolutionnaire et Pouvoir ouvrier : la grève générale pour remettre un front populaire au pouvoir

La Gauche révolutionnaire (GR), qui titre « Pour la grève générale » en première page du numéro de novembre-décembre 1996 de l'Egalité, ne cherche nullement à dissimuler ce qu'elle en attend : « En organisant une grève générale reconductible, nous pouvons gagner, faire

Suite page 11

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Xavier Brunoy
Réalisation : Carine Gance
Diffusion : Henri Riemann

Directeur de publication : Xavier Benoît

Le Bolchévik, BP 135-10, 75483 Paris Cedex 10
Imprimerie : Roto Presse Numéris - 20, rue de la Victoire - 93150 Le Blanc Mesnil
Commission paritaire : n° 59267. Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques.

Cesar Armendariz

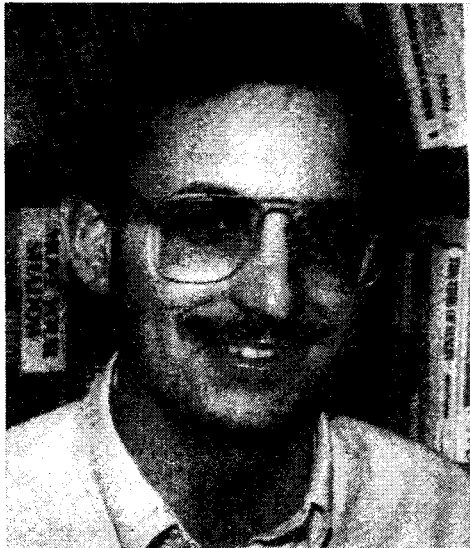


Photo WV

1951-1996

C'est avec une grande tristesse que nous apprenons la mort de notre camarade Cesar Armendariz, à l'âge de 45 ans. Le 28 décembre, un accident de voiture tragique a infligé à Cesar des blessures fatales à la tête ; il est mort le 30 décembre.

Cesar n'a jamais choisi la voie de la facilité. Né à Dallas, au Texas, dans une famille hispano-américaine, élevé à El Paso, il a surmonté les barrières des préjugés racistes pour devenir médecin. Il apportait une humanité et une compassion rares dans une profession trop souvent marquée par d'égoïstes soucis carriéristes.

Ce sont ces qualités que Cesar a apportées avec lui quand il a choisi de consacrer sa vie à lutter contre l'oppression et l'avalissement engendrés par le capitalisme. Il avait adhéré à la Spartacist League/US en 1979. En tant que médecin, il travaillait activement au sein de la commission médicale de la SL, ne ménageant pas ses efforts pour trouver les traitements les meilleurs et les plus humains possibles pour les camarades et leurs proches.

Outre ses responsabilités médicales, Cesar était un activiste et un organisateur communiste aux talents multiples, qui accomplissait la plus grande partie de son travail politique dans la région de Washington, où il vivait depuis plus de dix ans. Dans la campagne pour organiser la mobilisation ouvrière/noire qui a empêché un rassemblement du Ku Klux Klan à Philadelphie en 1988, Cesar a joué un rôle crucial pour amener un car entier d'étudiants de l'université d'Howard - la « brigade Frederick Douglass » - à la manifestation.

Au printemps 1990, Cesar s'était mis en avant pour devenir l'organisateur du comité local de Washington. Il a toujours accordé une attention particulière au travail jeunesse - le recrutement et la formation des futurs cadres du parti. Et il savait discuter aussi bien avec des ouvriers qu'avec des jeunes, qu'il s'agisse de diffuser *Workers Vanguard* aux ouvriers des chantiers navals de Norfolk, en Virginie, ou de défendre la cause des victimes de l'oppression raciste dans le mouvement syndical. En juin 1995, Cesar a joué un rôle crucial pour mobiliser des syndicalistes dans un rassemblement de protestation à Washington contre la menace d'exécution qui planait sur Mumia Abu-Jamal, prisonnier politique noir dans le couloir de la mort.

Cesar s'était engagé sans réserve dans le combat pour construire un parti qui puisse diriger une révolution socialiste mondiale. En 1989-90, il était allé à Berlin dans le cadre de l'intervention de la Ligue communiste internationale pour offrir une direction révolutionnaire prolétarienne à la révolution politique qui avait commencé en Allemagne de l'Est. A l'automne dernier, alors qu'il était en vacances au Texas, il avait diffusé notre presse dans les *maquiladoras* - une concentration importante d'ouvriers industriels de l'autre côté de la frontière mexicaine. Dans tous les aspects de ses activités multiformes à l'intérieur du parti, Cesar montrait une compréhension aiguë de la nécessité d'un collectif léniniste, et était toujours prêt à prendre en considération l'opinion de ses camarades.

La perte de cet homme remarquable est une grande tragédie. Nous adressons nos sincères condoléances à la famille de Cesar, à son compagnon Michael et à tous ceux qui lui étaient chers. C'était un homme d'une qualité rare, qui nous touchait par sa compassion infinie, son humour contagieux, sa tendresse et sa détermination. Nous honorerons sa mémoire en continuant le combat.

Défense des trois militants anti-Klan de Chicago !

11 janvier - Trois militants antiracistes sont victimes d'accusations, montées de toutes pièces, de coups et blessures et rébellion à la suite d'une manifestation contre la terreur raciste du Ku Klux Klan sur l'esplanade Daley à Chicago, le 29 juin 1996. Gene Herson, coordinateur syndical du Partisan Defense Committee, et Jeff Lyons, un partisan du groupe Refuse & Resist, risquent jusqu'à un an de prison, tandis que Dennis Glass, un jeune ouvrier noir, risque jusqu'à deux ans de prison pour avoir participé à cette manifestation qui a transformé cette provocation violente du Klan en déroute décisive.

Organisée en moins de 24 heures à l'initiative du Partisan Defense Committee et de la Labor Black Struggle League de Chicago, cette manifestation de front unique anti-Klan a regroupé près d'une centaine de syndicalistes, de militants de gauche et de jeunes. Les nervis du Klan ont été stoppés alors qu'ils s'avançaient en formation militaire, armés de boucliers renforcés de boulons et de hampes de drapeaux brandies comme des matraques contre les manifestants antiracistes. La leçon donnée à cette racaille du Klan, qui s'est retrouvée les bras en croix sur le trottoir, était simple : les brûleurs de croix et les lyncheurs ne seront pas tolérés à Chicago. *C'est une victoire pour la classe ouvrière et les minorités !*

Cherchant à empêcher ou limiter toute manifestation, les responsables de la municipalité avaient gardé le secret sur les plans de manifestation du Klan à Chicago. Et le 29 juin, la police est intervenue pour protéger les nervis du Klan, en les mettant à l'abri derrière des bar-

rières métalliques d'où ils ont continué à déverser leurs appels au génocide. Une fois le Klan raccompagné par la police, celle-ci a chargé à plusieurs reprises les manifestants anti-Klan, en s'en prenant particulièrement aux jeunes Noirs ou appartenant à des minorités ethniques. Plusieurs manifestants ont été blessés à coups de matraque, d'autres aspergés de gaz lacrymogène, et neuf d'entre eux arrêtés, dont des syndicalistes et un jeune organisateur du programme d'« été syndical » de l'AFL-CIO. Alors que les accusations contre six des manifestants ont été abandonnées, la persécution systématique des trois manifestants anti-Klan est une évidente revanche vicieuse et agressive de l'Etat après la déroute subie par le Klan.

A travers la défense des trois manifestants anti-Klan, c'est le droit de manifestation, de plus en plus remis en cause par l'Etat capitaliste « démocratique », qui est en jeu. Comme l'expliquait une pétition de la défense appelant à l'annulation des accusations : « *La police a vu la manifestation du 29 juin comme un "test grandeur nature" de leurs tactiques pour réprimer et contrôler toute expression politique à l'approche de la tenue de la convention du Parti démocrate* » qui s'est tenue en août. De fait, cinq manifestants arrêtés aux abords de la convention sont toujours accusés d'« incitation à l'émeute » tandis que six militants du Progressive Labor Party sont accusés de « violence armée » pour avoir manifesté contre les attaques de Clinton contre la protection sociale juste deux jours avant le début de la convention. Sur la base de la pétition de la défense des trois manifestants anti-Klan, une audience du tribunal a été



Photo WV

Les trois militants anti-Klan de Chicago : Jeffrey Lyons, Dennis Glass, Gene Herson

convoquée pour le 23 janvier.

La terreur fasciste du Ku Klux Klan est encouragée par les attaques des dirigeants capitalistes et de leurs deux partis - Démocrate et Républicain - contre les bénéficiaires de l'aide sociale, les Noirs, les immigrés, les syndicats. Les maraudeurs nocturnes doivent être stoppés, et ceci nécessite des mobilisations de masse de toutes les victimes désignées du Klan : les syndicalistes, les Noirs, les Hispaniques, les Juifs, les homosexuels, les catholiques. Il est vital que le mouvement ouvrier et tous ceux qui veulent combattre la terreur raciste rejoignent la campagne de défense des trois militants anti-Klan. Si les flics et la justice arrivent à punir les manifestants antifascistes pour

avoir fait front face aux provocations à la haine raciale à Chicago, cela donnera partout le feu vert aux terroristes racistes. *Levée des inculpations !*

Les inculpés de Chicago ont aussi un besoin urgent d'argent pour aider à couvrir les frais judiciaires de leur défense. Pour toute contribution financière, contactez le Comité de défense sociale, à l'adresse suivante : CDDS, BP 202, 75822 Paris Cedex 17 (tél : 01 42 08 01 49). Envoyez des lettres et télégrammes exigeant la levée des inculpations à : Richard Devine, State's Attorney of Cook County, Richard J. Daley Center, 55 W. Randolph Street, Chicago, IL 60602, USA - avec copie au CDDS. ■



Spartacus!

Jeunesse spartaciste

Les parties 1, 2 et 3 de cette série d'articles (publiées dans le Bolchévik n° 137, 138 et 139) traitaient des origines de l'anarchisme et de ses figures de proue, comme Proudhon et Bakounine, jusqu'à la Commune de Paris en 1871 et la scission dans la Première Internationale. La quatrième partie (le Bolchévik n° 140) était consacrée aux positions de Kropotkine, ainsi qu'à l'anarcho-terrorisme de la fin du XIX^e siècle.

Les premières années de ce siècle ont vu la montée du syndicalisme, particulièrement dans l'Europe latine. La Confédération générale du travail (CGT) devint l'organisation ouvrière dominante en France. La Confederación Nacional del Trabajo (Confédération nationale du travail - CNT), fondée par des anarcho-syndicalistes à Barcelone en 1911, devint bientôt l'organisation syndicale la plus puissante en Espagne, et était hégémonique en Catalogne, la région la plus industrialisée du pays. L'Unione Sindacale Italiana était une organisation importante qui se situait à la gauche de la principale fédération syndicale italienne, laquelle était dirigée par des socialistes réformistes. Aux Etats-Unis, les Industrial Workers of the World (Ouvriers industriels du monde - IWW) étaient un facteur majeur dans la gauche américaine pendant la décennie précédant la Première Guerre mondiale.

La montée du syndicalisme dans cette période était en partie une réaction au réformisme parlementaire qui prévalait dans les partis de la Deuxième Internationale (socialiste), et il s'est en partie développé et défini (surtout en France) contre le propagandisme anarchiste dont le meilleur représentant était, à cette époque, Pierre Kropotkine. S'adressant au congrès anarchiste international à Amsterdam en 1907, le Français Pierre Monatte, qui était une figure importante du syndicalisme, expliquait que dix ans plus tôt, « un certain nombre d'anarchistes, s'étant enfin rendu compte que la philosophie n'était pas suffisante pour faire la révolution, sont entrés dans un mouvement de la classe ouvrière » (cité dans *The Anarchist Reader*, textes rassemblés par George Woodcock [1977]).

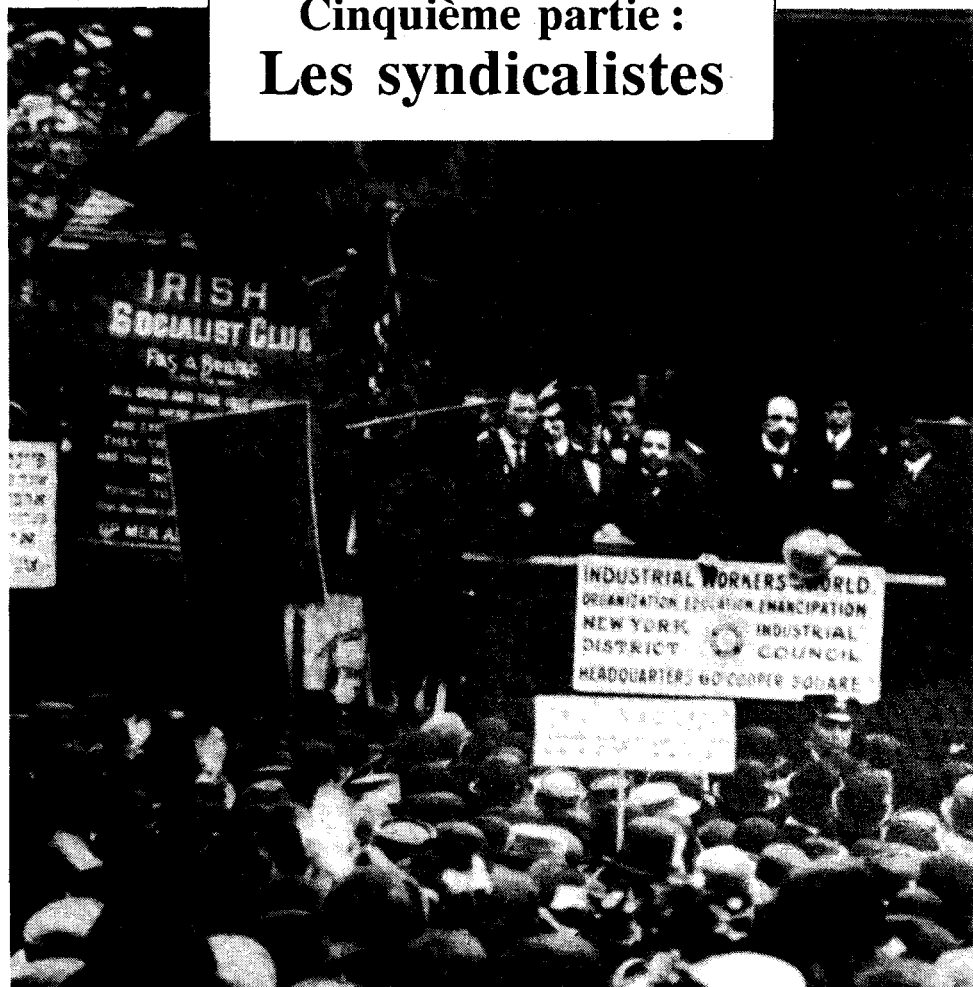
Le mouvement bakouniniste originel du début des années 1870 prévoyait une révolution imminente à l'échelle européenne, qui inaugurerait un monde nouveau libéré, sans classes et sans Etats. Cependant, vers le milieu des années 1880, aucun militant de gauche sérieux et intelligent en Europe ne considérait la révolution sociale comme une perspective à court terme, à quelque endroit du continent que ce soit. Les militants anarchistes se demandaient par conséquent quel était le principal obstacle à la révolution sociale, et comment il pouvait être surmonté. Ils en arrivèrent à deux réponses fondamentalement différentes (si on laisse de côté la frange anarcho-terroriste).

Kropotkine, Errico Malatesta, Elisée Reclus et leurs camarades d'idées affirmaient que les masses ne comprenaient pas, et donc ne soutenaient pas les principes et le programme de l'anarchisme. Ils se consacraient par conséquent à exposer et défendre la doctrine anarchiste dans des livres, des brochures, des discours et des réunions de petits groupes de propagande. Les théoriciens du syndicalisme - Fernand Pelloutier, Emile Pouget, Monatte et d'autres - argumentaient que le principal obstacle à la révolution sociale

Marxisme contre Anarchisme

De 1848 à la Révolution bolchévique

Cinquième partie : Les syndicalistes



Meeting de masse de l'Industrial Workers of the World à New York. Les syndicalistes révolutionnaires de l'IWW ont écrit une page héroïque de l'histoire du mouvement ouvrier américain.

résidait dans la faiblesse organisationnelle du mouvement anarchiste et dans la désorganisation de la classe ouvrière en général. Ils se consacrèrent donc à organiser un mouvement syndical de masse, et à s'efforcer d'en prendre la direction.

La force du syndicalisme réside dans sa compréhension que la classe ouvrière industrielle jouera le rôle central dans le renversement du système capitaliste. Comme les dirigeants de l'IWW américain le déclaraient sans fioritures : « l'anarchisme nie la lutte de classe, alors que l'IWW l'enseigne. » De nombreux militants syndicalistes - Monatte et Alfred Rosmer en France, Andrés Nin et Joaquín Maurín en Espagne, James P. Cannon et William Z. Foster aux Etats-Unis - allaient devenir des dirigeants de l'Internationale communiste de Lénine et

Trotsky. En ce sens, le syndicalisme d'avant 1914 occupait une position intermédiaire entre l'anarchisme classique et le communisme contemporain.

La principale faiblesse du syndicalisme réside dans sa tendance à placer l'organisation de la classe ouvrière au-dessus de sa conscience politique. Le fait qu'un syndicat a une direction et un programme formel qui se proclament révolutionnaires n'est pas, en soi, suffisant pour en faire en pratique une organisation révolutionnaire. Les syndicalistes révolutionnaires, afin de conserver leurs positions de dirigeants syndicaux officiels, étaient sous une pression constante, qui les poussait à adapter leur politique aux préjugés arriérés de la base, et avant tout au chauvinisme. Ainsi, quand éclata la Première Guerre mondiale, la direction centrale de

la CGT française, autour de Léon Jouhaux, aida à mobiliser la classe ouvrière pour le compte de l'Etat impérialiste français. Jouhaux termina sa carrière comme un homme de paille de la CIA américaine pour construire un mouvement syndical anticommuniste en France après la Deuxième Guerre mondiale. En ce sens, le syndicalisme d'avant 1914 occupait une position intermédiaire entre l'anarchisme classique et le réformisme syndical contemporain.

Le syndicalisme d'avant 1914 : la CGT française

Un certain nombre de facteurs - économiques, politiques et idéologiques - ont contribué au développement du syndicalisme dans le mouvement ouvrier français pendant cette période. Le rythme relativement lent de l'industrialisation en France perpétuait l'existence d'une multitude de petits ateliers, en particulier dans les métiers du luxe comme les soieries, la dentelle, la porcelaine et la bijouterie. En partie à cause de cela, le mouvement syndical français se développa sur une base géographique plutôt que par industries ou par métiers. Une institution clé était la bourse du travail locale, qui combinait les rôles de bourse du travail au sens premier du terme, de club ouvrier culturel et social et, plus tard, d'organisme syndical centralisé. La plupart des grandes grèves avaient lieu à l'échelle d'une ville, et mobilisaient la communauté ouvrière tout entière. De ce fait, les anarchistes français comme Pouget pouvaient facilement transformer le vieux programme bakouniniste d'une société fondée sur des communes autonomes en un programme fondé sur des unions locales autonomes représentant l'ensemble de la communauté ouvrière.

Au niveau politique, le syndicalisme français était conditionné par l'existence dans le pays de plusieurs partis socialistes. Pendant le dernier quart du XIX^e siècle, des partis sociaux-démocrates de masse, qui affirmaient représenter la classe ouvrière entière, s'étaient développés en Belgique, en Allemagne, en Autriche-Hongrie et dans les pays scandinaves. Il était par conséquent naturel pour le mouvement syndical de ces pays d'être étroitement affilié à ces partis. En France, au contraire, il y avait dans les années 1890 une dizaine de partis socialistes rivaux d'une certaine taille, qui scissionnaient ou fusionnaient sans cesse les uns avec les autres.

Tout syndicat efficace devait par conséquent compter dans ses rangs non seulement des ouvriers, mais aussi des organisateurs et des responsables de différentes tendances politiques. Quand la CGT fut fondée, en 1895, sa direction incluait des personnalités anarchistes comme Pouget, des socialistes ouvertement réformistes (possibilistes) et des communistes jacobins à l'ancienne (blanquistes). L'indépendance des syndicats vis-à-vis des partis politiques était initialement une adaptation empirique à une situation française particulière, et c'est seulement plus tard qu'elle sera intégrée à la doctrine syndicaliste. En d'autres termes, les syndicats ont précédé le syndicalisme.

On considère généralement que le père fondateur du syndicalisme français est Fernand Pelloutier. Né dans une famille aisée, Pelloutier était un intellectuel qui était passé par l'université et qui avait rapidement évolué du radicalisme bourgeois vers le socialisme réformiste,

puis vers le parti marxiste officiel, le Parti ouvrier français de Jules Guesde et Paul Lafargue (le gendre de Marx). Mais il fut bientôt déçu par les manœuvres parlementaires et par le fractionnalisme entre le Parti ouvrier et ses rivaux. Pelloutier se tourna alors vers les bourses du travail locales et les organisa en une fédération nationale, qui, au début du siècle, était devenue la plus grande organisation ouvrière en France. Après la mort de Pelloutier, emporté par la tuberculose en 1901 à l'âge de 33 ans, sa mémoire fut vénérée par de nombreux ouvriers français.

Pelloutier cherchait à libérer le mouvement ouvrier français à la fois des « docteurs parlementaires, [qui enseignent] que toute transformation sociale est subordonnée à la conquête du pouvoir politique », et des « docteurs révolutionnaires, [qui enseignent] qu'aucune entreprise socialiste ne sera possible avant le cataclysme rédempteur » (Fernand Pelloutier, *Histoire des bourses du travail* [1901]). Les railleries contre les « docteurs révolutionnaires » visaient principalement les blanquistes, les principaux avocats de l'insurrectionnisme et des appels à aller « aux barricades », et qui, bien plus encore que les marxistes, étaient identifiés dans la conscience populaire à la Commune de Paris de 1871. Pelloutier et ses camarades syndicalistes offraient aux ouvriers français une voie vers la transformation socialiste qui était censée éviter le risque d'une autre « semaine sanglante » de mai 1871, quand l'armée massacra 20 000 personnes dans l'écrasement de la « Commune rouge ».

Mais si une révolution sociale ne pouvait pas être amenée par des moyens parlementaires, et que l'insurrection était supposée hors de question, que restait-il ? Les syndicalistes révolutionnaires répondaient : la grève générale. Le principal propagandiste intellectuel du syndicalisme français, Georges Sorel, dans son célèbre ouvrage de 1908 *Reflexions sur la violence*, écrivait que la grève générale incarne « la guerre engagée par le socialisme contre la société moderne. Les syndicalistes résolvent parfaitement ce problème en concentrant tout le socialisme dans le drame de la grève générale [...] ». La Charte d'Amiens adoptée par la CGT en 1906 déclarait que le syndicat « prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ; il préconise comme un moyen d'action la grève générale [...] ».

Si les socialistes, marxistes comme non marxistes, ont appelé à des grèves générales économiques et politiques et les ont dirigées, les syndicalistes ont assimilé grève générale et révolution, et en ont fait une alternative à l'insurrection. Les syndicalistes argumentaient qu'une grève dans une seule ville ou une seule industrie pourrait être brisée par la répression gouvernementale, les grévistes étant remplacés par des briseurs de grève protégés par la police ou, dans certains cas, par des soldats. Mais comment l'ar-



Musée social

Réunion de syndicalistes français en 1909 sous une affiche de « la Vie Ouvrière », publiée par Pierre Monatte (ci-dessus). Monatte deviendra un dirigeant du Parti communiste français des premières années et de la Troisième Internationale.



CFF Archive

mée pourrait-elle faire fonctionner toutes les voies ferrées principales, décharger les importations vitales dans les docks, distribuer la nourriture aux milliers de boutiques dans les grandes et les petites villes, etc. ? Si tous les ouvriers se mettaient en grève au même moment, et restaient en grève, l'économie s'effondrerait et la bourgeoisie serait rendue impuissante.

Mais on peut se demander ce qui se passerait si le gouvernement menaçait d'arrêter les grévistes, ou même de les fusiller. Une décennie plus tôt Engels faisait remarquer, dans une lettre à Karl Kautsky (3 novembre 1893), « la grève politique doit, ou bien vaincre tout de suite, par sa seule menace (comme en Belgique où l'armée était très secouée), ou se terminer par un fiasco colossal, ou, en définitive, mener directement aux barricades » (souligné dans l'original). La vision qu'avait Engels de la dynamique de la révolution fut confirmée par la Révolution russe de 1905, qui commença par une série de grèves de masse. Il apparut bientôt que seule une insurrection pourrait renverser l'autocratie tsariste. Comme l'écrivait Lénine : « Par-dessus la tête des organisations, la lutte prolétarienne de masse est passée de la grève à l'insurrection. Là est la grande acquisition historique de la révolution russe, acquisition due aux événements de décembre 1905 » (« Les enseignements de l'insurrection de Moscou », août 1906).

Bien que la répression de la Commune de Paris fût un souvenir bien vivant, les syndicalistes de la CGT supposaient implicitement que la bourgeoisie française était devenue « trop civilisée » pour recourir une nouvelle fois à la terreur de masse contre la classe ouvrière pour défendre sa propriété. Malgré toutes les dénonciations du parlementarisme, la doctrine syndicaliste, à sa façon, reposait sur des illusions dans la démocratie bourgeoise.

De plus, une condition nécessaire pour une grève générale révolutionnaire était l'organisation d'une majorité des ouvriers dans un mouvement syndical dirigé par les syndicalistes. La stratégie syndicaliste impliquait par conséquent que la révolution sociale était une perspective à relativement long terme. Le message fondamental de Pelloutier était que les ouvriers devaient « poursuivre plus activement, plus méthodiquement, et de façon plus suivie le travail d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres ». A l'époque où il écrivait ces mots, en 1901, seulement 10 % des ouvriers français étaient membres d'un syndicat. Une décennie plus tard, seulement un ouvrier industriel sur six était syndiqué, et un sur dix était à la CGT. Même à l'apogée de leur puissance et de leur influence, les syndicalistes français n'avaient pas la capacité organisationnelle d'appliquer leur programme maximum de grève générale

pour « l'expropriation capitaliste ».

Comme cela a été noté précédemment, les syndicalistes français se sont développés en partie du fait de l'existence de plusieurs partis socialistes concurrents. Néanmoins, en 1905, les principales fractions socialistes se rassemblèrent et formèrent la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), habituellement appelée le Parti socialiste. Les syndicalistes de la CGT durèrent par conséquent définir leurs relations avec un parti qui prétendait être le représentant politique de la classe ouvrière tout entière. La réponse fut la Charte d'Amiens de 1906, une déclaration d'indépendance des syndicats vis-à-vis de tous les partis politiques, quelle que soit leur tendance. Les relations ultérieures entre la CGT et la SFIO furent une coexistence pacifique – parfois glaciale, parfois chaleureuse – avec l'acceptation tacite d'une division du travail.

Au parlementarisme du Parti socialiste, les syndicalistes de la CGT opposaient l'« action directe ». Ce que signifiait concrètement ce terme est expliqué dans le *Syndicat*, l'ouvrage d'Emile Pouget, écrit en 1905 : « Si, comme cela arrive, l'amélioration qu'ils exigent est subordonnée à la loi, les syndicats en poursuivent l'obtention par la pression extérieure sur les pouvoirs publics et non en essayant de faire pénétrer dans les parlements des députés spécialement mandatés [...]. Lorsque l'amélioration désirée doit être arrachée directement aux capitalistes [...] leurs moyens sont variés, quoique relevant toujours du principe d'action directe : selon le cas, ils usent de la grève, du sabotage, du boycott, du label. »

Il faut souligner ici que l'« action directe » était fondamentalement considérée et préconisée comme un moyen plus efficace que les pressions parlementaires pour obtenir des concessions des capitalistes et du gouvernement.

Certaines des luttes engagées par la CGT ont dérangé et potentiellement menacé l'ordre bourgeois, notamment la grève des chemins de fer de 1910, que le gouvernement écrasa rapidement en enrôlant les grévistes dans l'armée et en militarisant les chemins de fer. Néanmoins, toutes les grèves et les autres actions menées par la CGT dans l'industrie avaient comme objectif direct et immédiat d'obtenir des employeurs des salaires plus élevés, une diminution du temps de travail ou de meilleures conditions de travail. Les syndicalistes révolutionnaires français n'engageaient pas des grèves – même des grèves de protestation – pour des objectifs politiques, et évitaient ainsi de remettre en cause l'autorité du gouvernement à ce niveau. En fait, la CGT fonctionnait d'une manière pas fondamentalement différente du Congrès des syndicats britanniques, dont les dirigeants ne prétendaient même pas, à l'époque, être des socialistes et encore

moins des révolutionnaires.

La montée du syndicalisme dans le mouvement ouvrier français a coïncidé avec la menace imminente d'une guerre impérialiste à l'échelle européenne, qui a finalement explosé en 1914. L'« antimilitarisme » était par conséquent un élément clé de la doctrine syndicaliste française, le congrès de Marseille de la CGT, en 1908, à Marseille, adoptant la résolution suivante : « Le congrès répète le slogan de [la Première] Internationale : « les travailleurs n'ont pas de patrie » ; et ajoute : que puisque, par conséquent, toutes les guerres ne sont que des outrages aux travailleurs ; qu'elles sont un moyen sanglant et terrible de les détourner de leurs revendications, le congrès déclare qu'il faut au point de vue international, faire l'instruction des travailleurs, afin qu'en cas de guerre entre puissances, les travailleurs répondent à la déclaration de guerre par une déclaration de grève générale révolutionnaire. »

L'« antimilitarisme » de la CGT et Août 1914

C'étaient de belles paroles, mais qui se sont avérées n'être que cela... des paroles. Quand l'instant de vérité est arrivé, en août 1914, la CGT ne fit rien. Aucun appel à une grève générale, pas même une manifestation contre la guerre. Un certain nombre de dirigeants de la CGT, notamment le secrétaire général Léon Jouhaux, annoncèrent immédiatement leur soutien à la guerre et collaborèrent par la suite étroitement avec le gouvernement bourgeois en mobilisant la classe ouvrière pour le massacre impérialiste, qui dura quatre ans. Ceux des militants syndicalistes, comme Pierre Monatte et Alfred Rosmer, qui étaient restés fidèles aux principes de l'internationalisme prolétarien se retrouvèrent une minorité isolée dans une organisation dans laquelle ils étaient, hier encore, des dirigeants respectés.

Rétrospectivement, l'effondrement de la CGT au moment du déclenchement de la guerre avait été préfiguré par toute son histoire. Pendant la crise du Maroc en 1905 – une lutte interimpérialiste pour les zones d'influence en Afrique du Nord –, tout le monde en France pensait que la guerre avec l'Allemagne pouvait éclater à n'importe quel moment, et c'était effectivement le cas. Pourtant, pendant cette crise et les crises internationales ultérieures, les dirigeants de la CGT ne firent rien d'autre qu'appeler à des manifestations, publier des manifestes, etc. Il n'y eut aucune tentative d'organiser des grèves de protestation. Quand, en 1913, le gouvernement français fit passer la durée du service militaire obligatoire de deux à trois ans, les dirigeants de la CGT envisagèrent d'appeler à une grève générale contre cette mesure largement impopulaire, mais y renoncèrent.

De plus, l'« antimilitarisme » de la

Suite page 6



Le secrétaire général de l'IWW, Vincent St. John, éminent dirigeant ouvrier américain.

Anarchisme...

Suite de la page 5

CGT était presque exclusivement défini en opposition à la menace d'une guerre contre l'Allemagne. Les syndicalistes français étaient peu concernés par le rôle joué par l'armée française pour perpétuer l'asservissement colonial des peuples d'Afrique, du Proche-Orient et de l'Indochine. En 1911, les troupes françaises réprimèrent un soulèvement au Maroc contre le régime monarchique, qui était le protégé de la France, et l'année suivante le Maroc fut formellement transformé en protectorat français. Dans les faits, la direction de la CGT était bel et bien indifférente à ce genre de conquêtes coloniales perpétrées par l'Etat impérialiste français.

Pourquoi les syndicalistes révolutionnaires limitaient-ils l'« action directe » qu'ils préconisaient à la sphère des rela-

ment les réformistes et de mener à bien la révolution socialiste. Pire encore, face à cette impasse, des pans du mouvement syndicaliste évoluèrent en direction du nationalisme impérialiste, en particulier le fascisme, symbolisé par Mussolini.

En Italie, le mouvement syndicaliste trouvait ses origines dans le Parti socialiste (PSI), et fut dirigé initialement par des hommes qui se considéraient comme des marxistes orthodoxes. Le premier organe du syndicalisme révolutionnaire italien fut le journal *Avanguardia Socialista*, fondé en 1902 par le théoricien marxiste Arturo Labriola. Le dirigeant communiste italien Antonio Gramsci décrivit, plus tard, le syndicalisme italien des premières années comme « l'expression instinctive, élémentaire, primitive, mais saine de la réaction des ouvriers qui se refusent à faire bloc avec la bourgeoisie mais prêts à faire bloc avec les paysans » (tiré de son essai *Quelques thèmes de la*

d'ordre en application contre la guerre coloniale italienne pour la conquête de la Libye. Mais cette grève, malgré le soutien (timide) du PSI et de la fédération syndicale CGL, ne put changer quoi que ce soit. De plus, elle fut minée par le fait que d'importants dirigeants syndicalistes (dont Labriola) soutenaient la guerre de Libye. En cherchant à combiner syndicalisme et nationalisme, ils suivaient l'exemple de Georges Sorel, qui dans la même période collaborait avec l'Action française, un mouvement réactionnaire nationaliste-monarchiste.

A la veille de la guerre mondiale impérialiste, une grève générale nationale éclata en réponse à une fusillade dirigée contre des manifestants syndicalistes antimilitaristes à Ancône. Pendant la « semaine rouge » des 7-14 juin 1914, de nombreux syndicalistes pensaient que le moment était venu pour la révolte générale qu'ils avaient prêchée depuis si longtemps pour faire tomber le gouvernement, la monarchie et le pouvoir de la bourgeoisie. Mais, manquant d'un plan d'action pour une lutte révolutionnaire décisive et d'une direction éprouvée pour la mener à bien, la grève reflua rapidement.

En Espagne, à la même époque, les syndicalistes étaient également devenus une force substantielle. La fondation de la Confederación Nacional del Trabajo en 1911 marquait une convergence entre les courants anarchistes et syndicalistes. Moins d'un mois après la fondation de la CNT, celle-ci avait soutenu une grève générale et fut interdite par le gouvernement. Comme l'Espagne était restée neutre pendant toute la guerre, l'appel des syndicalistes à une « grève générale contre la guerre » demeura purement abstrait. Mais avec l'épuisement des puissances impérialistes, et le fait que le renversement du tsar en Russie constituait une inspiration pour les travailleurs, une occasion révolutionnaire se présenta en Espagne en août 1917.

Les anarcho-syndicalistes de la CNT défendaient depuis des mois la nécessité d'une grève générale nationale illimitée, et des pressions de masse forcèrent la fédération syndicale UGT, dirigée par les socialistes, à participer aux préparatifs de la grève. Pendant ce temps, la bourgeoisie républicaine et les régionalistes catalans faisaient de l'agitation pour le renversement de la monarchie, en espérant le soutien de l'armée. Lorsque la grève fut finalement appelée, plutôt que d'engager une lutte pour la révolution sociale, son objectif se limitait au contraire à aider la bourgeoisie libérale à conquérir le pouvoir. Du fait de ce but limité, la classe ouvrière ne se mobilisa pas uniformément, et après une semaine de répression sanglante la grève était matée. Comme cela devait se produire à nouveau en 1936-37, pendant la guerre civile espagnole, les anarchistes s'étaient mis à la remorque de forces bourgeoises.

L'IWW : le syndicalisme révolutionnaire aux Etats-Unis

Aux Etats-Unis, pendant la décennie qui précéda la Première Guerre mondiale, était apparu un mouvement syndicaliste - l'International Workers of the World (Ouvriers industriels du monde - IWW) - qui différait de manière significative de ses homologues en Europe latine. La nature particulière, et à maints égards unique, de l'IWW plongeait ses racines dans le développement de l'économie américaine et dans ses effets sur la physionomie et la conscience politique de la classe ouvrière.

La classe ouvrière des USA s'était constituée dans une large mesure par des vagues successives d'immigration originaires de différents pays européens. Cela produisit un prolétariat industriel marqué par des divisions et des antagonismes ethniques profonds, par exemple entre les ouvriers de souche anglo-saxonne protestante et les immigrés catholiques irlan-

dais, italiens et originaires d'Europe de l'Est. Ces divisions ethniques, habilement manipulées par la classe dirigeante américaine, empêchèrent non seulement la formation d'un parti ouvrier de masse comme ceux qui s'étaient développés en Europe pendant cette période, mais aussi la syndicalisation de la masse du prolétariat industriel, en particulier les immigrés non anglophones. Au début du siècle, seulement 5% des ouvriers aux Etats-Unis étaient syndiqués, et ceux-là étaient sur une base corporatiste dans l'American Federation of Labor (Fédération américaine du travail - AFL), un syndicat ouvertement procapitaliste.

L'IWW fut fondé en 1905 comme un front large de la gauche américaine. La direction fondatrice était composée de syndicalistes révolutionnaires comme William Trautmann et Vincent St. John, du marxiste « orthodoxe » Daniel De Leon et de ses partisans, et des syndicalistes combattifs de la Western Federation of Miners (Fédération des mineurs de l'Ouest). La fondation de l'IWW fut soutenue avec enthousiasme par Eugene V. Debs, la personnalité la plus populaire, et même vénérée, du mouvement socialiste américain à cette époque.

A l'opposé du conservatisme et du corporatisme de l'AFL, l'IWW cherchait activement à organiser les ouvriers non qualifiés au-delà des divisions ethniques/raciales, y compris des couches opprimées comme les ouvriers agricoles immigrés. Confronté à la terreur antisyndicale meurtrière des briseurs de grève patronaux ainsi qu'à la répression gouvernementale, sous la forme de lois anti-ouvrières et d'expulsions d'organiseurs et d'activistes d'origine étrangère, l'IWW a écrit un chapitre héroïque de l'histoire du mouvement ouvrier américain.

Les dirigeants et les militants de l'IWW - qui adopta comme mot d'ordre « Un seul grand syndicat » - espéraient en un temps relativement court organiser la masse des ouvriers industriels, gagner la plupart des membres de l'AFL et faire en sorte que des syndicats de droite corporatistes qui subsisteraient ne soient plus que des éléments insignifiants dans le mouvement ouvrier américain. La presse de l'IWW publiait fréquemment des articles sur les luttes et les activités de la CGT française, sous le titre : « Le syndicalisme en France est l'industrialisme en Amérique. Ses principes sont en substance ceux de l'IWW en Amérique » (cité dans *The Industrial Workers of the World, 1905-1917*, textes rassemblés par Philip S. Foner [1965]). Pourtant, les syndicalistes américains ne réussirent pas à réitérer les succès organisationnels de leurs camarades d'idées français. Les raisons tiennent aux consciences politiques extrêmement différentes des classes ouvrières des deux pays. La plupart des ouvriers français voulaient le socialisme, sous une forme ou sous une autre, et trouvaient naturel de rejoindre un syndicat dont le but ultime était « l'émancipation intégrale [...] »



Nouvelle Librairie de France



Bibliothèque nationale

Les versions de gauche et de droite du syndicalisme : l'anarchiste Emile Pouget (à gauche), partisan de l'« action directe ». En 1914, le dirigeant de la CGT Léon Jouhaux soutenait la bourgeoisie française dans le carnage impérialiste de la guerre mondiale.

tions économiques entre le travail et le capital ? Un des facteurs était sans conteste que les militants syndicalistes étaient parfaitement conscients que beaucoup d'ouvriers de la CGT, probablement la plupart d'entre eux, étaient imprégnés jusqu'à un certain point de préjugés chauvins. Si, par exemple, les dirigeants de la CGT avaient appelé à une manifestation de masse ou à une journée de grève de protestation contre l'intervention militaire française au Maroc, ils auraient rencontré une opposition droitiste significative dans leurs propres rangs, menant même peut-être à une scission.

Les syndicalistes français ont organisé et dirigé une organisation ouvrière principalement sur la base du syndicalisme combatif. Ils n'ont jamais réellement préparé les ouvriers qu'ils dirigeaient et influençaient à une confrontation décisive avec l'Etat bourgeois, mais se sont au contraire adaptés de plus en plus à la conscience politique de leur base. Comme Trotsky l'écrivit plus tard, dans son article en 1929 « Communisme et syndicalisme » : « Les épigones du syndicalisme pensent que les syndicats se suffisent à eux-mêmes. Théoriquement parlant, cela ne signifie rien. Mais en pratique, cela signifie la dissolution de l'avant-garde révolutionnaire dans la masse arriérée qui forme les syndicats. »

Le syndicalisme italien et espagnol

Le mouvement syndicaliste français était à la fois la pépinière du syndicalisme européen et son expression la plus modérée. Exportées en Italie et en Espagne, les doctrines du syndicalisme révolutionnaire s'y exprimèrent de façon plus radicale. Dans ces pays, des appels à la grève générale furent lancés plus d'une fois. Mais là-bas aussi, le mouvement syndicaliste s'effondra lorsqu'il fut confronté au test ultime de la guerre et de la révolution. Car si ce courant représentait initialement une révolte contre le socialisme parlementaire réformiste et la politique de coalition avec la bourgeoisie, il était incapable de générer un programme et une théorie capables de vaincre politique-

question méridionale, 1926). Au cours d'une conférence régionale du PSI à Brescia en 1904, le courant syndicaliste fit passer une motion qui déclarait : « Réaffirmant le caractère révolutionnaire de façon permanente et intransigeante de l'action prolétarienne, qui est contre l'Etat bourgeois, le congrès déclare que la transformation de l'organisation politique de la classe prolétarienne en un parti essentiellement parlementaire, opportuniste, constitutionnaliste, possibiliste monarchiste est une dégénérescence de l'esprit socialiste. Il rejette par conséquent, comme incompatible avec le principe de la lutte de classe et l'essence véritable de la conquête du pouvoir public par le prolétariat, l'alliance avec la bourgeoisie, que ce soit par la participation de membres du parti à un gouvernement monarchique ou républicain, ou par un soutien à un gouvernement de la classe bourgeoise. »

Labriola et ses partisans faisaient une propagande incessante pour la grève générale. Cinq mois à peine après l'adoption de la motion de Brescia, et plusieurs semaines après que le congrès d'Amsterdam de la Deuxième Internationale eut rejeté l'applicabilité de la grève générale, en septembre 1904, une grève de ce type s'étendit dans toute l'Italie pour protester contre la répression violente de manifestations ouvrières par le gouvernement. Pendant cinq jours, la péninsule fut secouée par une vaste mobilisation nationale, mais l'action des ouvriers ne dépassa jamais le stade d'une gigantesque manifestation de protestation pour devenir une lutte pour le pouvoir. Une nouvelle fois, de mai à juillet 1908, les syndicalistes organisèrent une grande grève, une grève d'ouvriers agricoles dans la région de Parme qui est dépeinte dans le film d'épopée *1900* de Bernardo Bertolucci. Confrontée à une répression brutale de l'armée, qui eut recours à la cavalerie et des hordes de briseurs de grève, la grève fut brisée après trois jours de bataille rangée.

Un des thèmes constants de la propagande syndicaliste était l'appel antimilitariste à une « grève générale contre la guerre ». En Italie, en septembre 1911, il y eut une tentative de mettre ce mot

**Pour contacter
la Ligue trotskyste
et
la Jeunesse
spartaciste**

Paris
Le Bolchévik BP 135-10
75463 Paris cedex 10
Tél: 01 42 08 01 49

Rouen
Le Bolchévik BP 240
76003 Rouen cedex
Tél: 02 35 73 74 47

par l'expropriation capitaliste ».

Ce n'était pas le cas des ouvriers américains. Pendant les grèves, la plupart des ouvriers qui y participaient rejoignaient l'IWW, mais le quittaient tout aussi rapidement dès le retour à la vie du travail quotidienne. L'IWW était devenu en fait une organisation de militants révolutionnaires, sous la forme d'un mouvement syndical large, bien que cela n'ait été aucunement le programme et l'intention conscients de ses dirigeants syndicalistes. James P. Cannon était un jeune organisateur itinérant de l'IWW, qui devint plus tard un membre fondateur du Parti communiste américain, et ultérieurement le dirigeant principal du trotskysme américain. Revenant sur l'IWW dans les années 1950, Cannon expliquait sa nature double et contradictoire : « L'IWW se présentait comme un syndicat ouvert à tous ; et tout ouvrier prêt à s'organiser sur une base syndicale quotidienne était invité à adhérer, quelles que soient ses idées et opinions sur toutes les autres questions. Dans un certain nombre de situations, au moment des campagnes pour l'organisation et les grèves dans des localités différentes, on arrivait à un tel recrutement non exclusif, mais seulement pendant de courtes périodes. Mais cela n'empêchait pas les agitateurs de l'IWW de prêcher le renversement révolutionnaire du capitalisme dans chaque meeting de grève [...]. A tous moments, même pendant des grèves qui mobilisaient des masses d'ouvriers religieux et conservateurs ordinaires, l'IWW agissait comme une organisation de révolutionnaires. Les "vrais militants de l'IWW", les activistes à plein temps, étaient surnommés les Wobblies - quand et pourquoi au juste, personne ne le sait -, et le critère du Wobbly était sa position ferme sur le principe de la lutte de classe et son but révolutionnaire ; et sa détermination à y consacrer sa vie entière. A la vérité, l'IWW, à son heure de gloire, n'était ni un syndicat, ni un parti dans la pleine signification de ces termes, mais un peu des deux à la fois, avec quelques éléments manquants » (« L'IWW : la grande anticipation », dans *The First Ten Years of American Communism* [1962]).

A mesure qu'il devenait clair que l'IWW n'allait pas supplanter l'AFL comme principale organisation syndicale aux Etats-Unis, et encore moins devenir « un seul grand syndicat », les Wobblies se voyaient de plus en plus comme une « minorité combative » qui montrait l'exemple à la masse des ouvriers plus arriérés. L'existence d'un mouvement syndical ouvertement révolutionnaire en concurrence avec des syndicats procapitalistes, qui était considérée initialement comme un état de choses malencontreux et transitoire, devint un principe politique. Le programme du syndicalisme révolutionnaire dual devint ainsi un dogme central de l'extrême gauche américaine immédiatement avant et pendant la Première Guerre mondiale.

Les Wobblies adoptèrent une ligne antiguerre combative quand, en 1917, l'impérialisme américain entra dans le conflit européen (une indication claire

que l'IWW était une organisation d'un genre très différent de la CGT française, malgré leurs doctrines syndicalistes communes). Le gouvernement américain, mobilisant le chauvinisme populaire, réussit à détruire l'IWW par une répression policière massive appuyée par des milices extra-légales. Frank Little, un organisateur de l'IWW d'origine américaine dans les mines de cuivre, fut lynché en 1917 à Butte, dans le Montana. En 1918, des milliers de mineurs mexicains organisés par l'IWW en Arizona et au Nouveau Mexique furent embarqués dans des wagons de chemin de fer et abandonnés dans le désert. En même temps, le boom économique provoqué par la guerre amena un développement significatif des syndicats de l'AFL, et une vague de combativité ouvrière traversa ces syndicats dans l'immédiat après-guerre.

Néanmoins, d'anciens militants et sympathisants de l'IWW comme John Reed, qui constituaient une part importante des cadres et de la direction du communisme américain des premières années, s'opposaient par principe au travail dans les syndicats procapitalistes de l'AFL, alors même que ceux-ci représentaient maintenant presque la totalité du mouvement syndical organisé aux Etats-Unis. Une des controverses les plus importantes dans la période de formation de l'Internationale communiste était la question du syndicalisme révolutionnaire dual aux Etats-Unis et ailleurs. *La Maladie infantile du communisme* (le gauchisme), le pamphlet écrit par Lénine en 1920, prenait à partie cette doctrine : « L'absurde "théorie" d'après laquelle les communistes doivent renoncer à militer au sein des syndicats réactionnaires montre précisément avec quelle légèreté ces communistes de "gauche" considèrent la question de l'influence sur les "masses", et quel abus ils font dans leurs clameurs du mot "masses". Pour savoir venir en aide à la "masse", pour acquérir sa sympathie et son appui, il faut ne pas craindre les difficultés, les vexations, les pièges, les insultes, les persécutions de la part des "leaders" (qui, opportunistes et social-chauvins, ont le plus souvent des relations directes ou indirectes avec la bourgeoisie et la police) et travailler nécessairement où est la masse » (souligné dans l'original).

La question syndicale : anarchisme, syndicalisme et léninisme

Lors d'une conférence anarchiste en 1907, le vieux bakouniniste italien Errico Malatesta mettait en garde contre ce qu'il considérait comme les dangers du syndicalisme pour le mouvement anarchiste : « Que l'action syndicale comporte des dangers, c'est ce qu'il ne faut plus songer à nier. Le plus grand de ces dangers est certainement dans l'acceptation par le militant de fonctions syndicales, surtout quand elles sont rémunérées. Règle générale : l'anarchiste qui accepte d'être le fonctionnaire permanent et salarié d'un

Le dirigeant Wobbly « Big Bill » Haywood (à droite) à Moscou en 1922, en compagnie de l'ancien organisateur de l'IWW James P. Cannon, qui sera plus tard le fondateur du trotskysme aux Etats-Unis.



syndicat est perdu pour la propagande, perdu pour l'anarchisme ! Il devient désormais l'obligé de ceux qui le rétribuent et, comme ceux-ci ne sont pas anarchistes, le fonctionnaire salarié, placé désormais entre sa conscience et son intérêt, ou bien suivra sa conscience et perdra son poste, ou bien suivra son intérêt et alors, adieu l'anarchisme ! » (« Réponse à Monatte », *la Pensée de Malatesta*).

Malatesta insistait par conséquent que les militants anarchistes, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur des syndicats, devaient se limiter à expliquer et à défendre les principes et le programme de l'anarchisme. Quand la grande majorité des travailleurs seront gagnés à la vision anarchiste de l'avenir... alors, voilà la révolution.

A la lumière de l'évolution ultérieure de la CGT française, l'inquiétude de Malatesta que des militants syndicalistes abandonneraient leurs principes révolutionnaires pour garder leurs postes syndicaux était certainement valide. Mais le vieux remède bakouniniste pour prévenir la dégénérescence bureaucratique des révolutionnaires est cependant aussi mauvais que la maladie. Pour des révolutionnaires, refuser par principe de devenir jamais des responsables syndicaux, c'est abandonner la direction des organisations économiques de masse de la classe ouvrière aux opportunistes (endurcis ou non), aux réformistes (cachés ou avérés), et même aux réactionnaires. De cette manière, il n'y aura jamais de révolution prolétarienne, et les syndicats ne serviront même pas au mieux les intérêts des ouvriers dans le cadre du capitalisme. Une condition nécessaire pour la révolution socialiste, c'est un mouvement ouvrier fort, avec des syndicats de masse, des comités d'usines, etc. La clé, c'est la direction d'un parti révolutionnaire d'avant-garde.

Pendant la Première Guerre mondiale, les bolchéviks russes dénonçaient la trahison et l'infamie complète des parlementaires, des responsables des syndicats et du parti aussi durement que le faisaient les anarchistes, si ce n'est plus durement encore. Mais ils n'en tiraient pas la conclusion que les ouvriers devaient se passer des syndicats et des partis politiques de masse. Comme le dirigeant bolchévique Grigori Zinoviev l'écrivait en 1916 dans *la Guerre et la Crise du socialisme* : « Au moment de la crise provoquée par la guerre, la bureaucratie ouvrière a joué le rôle d'un facteur réactionnaire [...]. Mais cela ne signifie pas que le mouvement ouvrier sera capable de se passer d'un grand appareil organisationnel : de toute une gamme de gens qui se consacrent exclusivement à servir l'organisation prolétarienne. Nous ne voulons pas revenir à l'époque où le mouvement ouvrier était tellement faible qu'il devait se passer d'employés et de permanents, mais aller de l'avant vers une époque où le mouvement ouvrier sera quelque chose de différent, dans laquelle le puissant mouvement du prolétariat se subordonnera la couche des fonctionnaires, dans laquelle la routine sera détruite, la corrosion bureaucratique éliminée ; qui portera sur le devant de la scène des hommes nouveaux, leur inculquera le courage de se battre et leur insufflera un esprit neuf. »

Un parti léniniste est un contrepoids aux pressions inévitables qui s'exercent sur les militants révolutionnaires luttant pour la direction dans les organisations de masse. Contrairement à l'appartenance à un syndicat ou à un comité d'usine, l'adhésion ou le soutien à un parti politique est fondé sur l'acceptation de son programme et l'accord avec les principes qui l'animent. En argumentant pour la nécessité d'un parti distinct de l'avant-garde prolétarienne, Lénine insistait qu'il y a des niveaux de conscience différents dans la classe ouvrière. Beaucoup d'ouvriers ont des illusions réformistes et sont imprégnés de chauvinisme, de racisme et d'autres manifestations de la réaction sociale, depuis la religiosité et le désir d'ouvrir une petite boutique jusqu'à la violence conjugale. Par sa presse, des manifestations et d'autres actions, en intervenant dans les mouvements de protestation sociale des opprimés et en luttant pour en prendre la direction - et, quand c'est approprié, en participant aux élections parlementaires ou autres -, un parti communiste peut attirer et organiser ceux des ouvriers qui soutiennent le renversement révolutionnaire du système capitaliste, en les distinguant de ceux des ouvriers qui ne sont pas allés au-delà du syndicalisme combatif.

On peut comparer à cet égard les syndicalistes français d'avant 1914 avec les bolchéviks russes pendant la même période. L'antiparlementarisme de la direction de la CGT a en fait évité aux ouvriers français de faire un choix tranché entre les politiques révolutionnaires et réformistes. Au lieu de cela, les ouvriers français conscients menaient des vies compartimentées : ils étaient syndicalistes dans des luttes économiques contre les employeurs, et socialistes quand il s'agissait d'élire des députés ou des conseils municipaux. De plus, le Parti socialiste français comptait dans ses rangs à la fois des fractions réformistes avérées et des fractions ostensiblement marxistes.

La topologie politique du mouvement ouvrier russe dans la décennie qui précède la Première Guerre mondiale était entièrement différente. Là-bas, l'organisation des militants révolutionnaires (le Parti bolchévique) était clairement distincte à la fois des syndicats, des comités d'usine, etc., et des socialistes-réformistes/centristes (les menchéviks). Un ouvrier russe qui soutenait activement et directement les bolchéviks (par exemple en diffusant la presse illégale du parti) était motivé par un niveau de conscience politique plus élevé que celui qui votait simplement pour un collègue ouvrier bolchévique pour diriger un comité de grève. Les bolchéviks présentèrent aussi des candidats (dont un certain nombre furent élus) aux élections de la curie ouvrière de la douma (parlement) tsariste, en opposition non seulement aux partis réactionnaires et libéraux mais aussi aux socialistes-révolutionnaires populistes et aux menchéviks. Les bolchéviks organisèrent l'avant-garde révolutionnaire de la classe ouvrière russe, ce qui leur permit plus tard de diriger la première révolution prolétarienne victorieuse de l'histoire mondiale, en octobre 1917.

[A suivre]

ABONNEZ-VOUS !

LE BOLCHEVIK

20 F pour 4 numéros (1 an)
(incluant Spartacist)

Hors Europe : 30 F (avion 40 F) - Etranger : mandat poste international

Nom _____ Tél _____

Adresse _____

CP _____ Ville _____ Pays _____

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Ebullition dans Rifondazione Comunista

Italie : Proposta, couverture de gauche du front populaire



Spartaco



Pesce/Master Photo

Franco Grisolia (à gauche), du groupe «Proposta» à l'intérieur de Rifondazione Comunista, fournit une couverture de gauche au gouvernement de front populaire de Romano Prodi (à droite). Ci-dessus, le dirigeant de RC Fausto Bertinotti.



Heuters

Nous reproduisons ci-dessous la traduction du tract distribué par la Lega Trotskista d'Italia, section italienne de la Ligue communiste internationale (LCI), lors de la troisième conférence nationale de Rifondazione Comunista (RC) qui s'est tenue le week-end des 14-15 décembre à Rome. Dans la meilleure tradition de l'école léniniste de construction du parti, ce tract polémique contre les éléments les plus à gauche de RC – rassemblés dans un bloc pourri dirigé par des pseudo-trotskystes organisés autour du journal Proposta – pour s'efforcer de gagner les éléments les plus sains à la lutte pour construire un véritable parti léniniste-trotskyste. Presqu'un millier d'exemplaires de ce tract ont été distribués, tandis que plus de 100 exemplaires de Spartaco (le journal de la LTd'I) et 10 abonnements à notre presse étaient vendus.

La conférence de RC a donné officiellement son approbation à la politique de soutien au gouvernement de front populaire dirigé par Romano Prodi déjà appliquée par le parti. En fait, Prodi lui-même était assis aux premiers rangs de la conférence, en compagnie de représentants de tous les paftis bourgeois à l'exception de l'Alliance nationale fasciste et de la Ligue du Nord fascisante. Le symbole historique du communisme – la bandiera rossa (drapeau rouge) – était à peine visible tandis que RC s'engageait à continuer de soutenir ce gouvernement bourgeois. Incident symbolique, pendant la conférence, alors que RC se débarrassait de ses vieux oripeaux « communistes », la faucille et le marteau géants qui surplombaient la tribune se sont décrochés et ont roulé par terre !

Au cours de la conférence, les centristes de droite de Proposta ont joué auprès des militants de RC mécontents leur rôle de camouflage de gauche et de soupape de sûreté. Marco Ferrando, l'orateur officiel pour la « motion deux » de la minorité, a consacré la moitié de ses vingt minutes d'intervention à la nécessité de rompre avec le gouvernement de front populaire de Prodi. Il a décrit le rôle de soutien au

gouvernement Prodi joué par RC en expliquant qu'elle était montée dans le train de Maastricht. Ferrando autorise RC à serrer de temps à autre les freins de ce train, sans pour autant en descendre. Mais la seconde moitié de son discours était consacrée à proclamer la loyauté inébranlable de Proposta envers RC. Quel que soit le programme adopté par la majorité du parti, Proposta affirmait clairement qu'au nom de l'« unité », il serait le petit wagonnet rouge du train de Maastricht.

La motion deux a été nettement mise en minorité, rassemblant moins de 15 % des voix. Ce qui est peut-être plus significatif est que la majorité du parti a adopté une résolution interdisant toute opposition organisée à l'intérieur de RC. Mais même cette mesure bureaucratique n'a pas détaché le wagon Proposta de la direction droitiste de RC. Proposta double (de deux à quatre) le nombre de ses représentants au comité politique de RC. Toute l'intervention de Proposta dans la conférence évoque irrésistiblement ce qu'écrivait Trotsky dans son article « Centriste et Quatrième Internationale » (17 mars 1934) : « Un centriste est toujours dans la dépendance spirituelle des groupes de droite, est enclin à rechercher les grâces des plus modérés, à se taire sur leurs péchés opportunistes et à couvrir leurs actions aux yeux des ouvriers. »

Le 12 décembre s'ouvrira le troisième congrès national de Rifondazione Comunista. Le but de ce congrès, pour la direction de RC, est de consolider le parti autour de la politique déjà en vigueur – soutien actif au gouvernement d'austérité capitaliste dirigé par Romano Prodi – et d'élire une direction homogène sur la base de cette politique, et en même temps de faire rentrer dans le rang la base du parti. Ce congrès se tiendra sous l'étendard de « la lutte contre le sectarisme », qui, d'après le dirigeant de RC Fausto Bertinotti, représente un obstacle « à l'accès aux instances dirigeantes de nouvelles forces ». Autrement dit, Bertinotti veut purger – ou soumettre

– toute opposition de gauche qui viendrait contrarier les ambitions de portefeuilles ministériels de RC, qui voudrait jouer le rôle de visage « de gauche » d'un gouvernement capitaliste impitoyable, déterminé à imposer l'austérité antiouvrière et la terreur raciste anti-immigrée.

Le contexte politique dans lequel se tient ce congrès est déterminé par la contre-révolution en URSS et en Europe de l'Est. Celle-ci a enhardi les bourgeoisies internationales, qui voudraient effacer de l'histoire l'expérience de la révolution d'Octobre et a fait s'incliner les partis staliniens et la gauche en général devant le mensonge de la « mort du communisme ». Les principales puissances impérialistes, les Etats-Unis, le Japon et l'Allemagne, qui n'ont plus besoin de maintenir un front commun contre l'ex-Union soviétique, s'affrontent dans une concurrence économique exacerbée et des guerres commerciales toujours plus agressives qui conduiront inévitablement à de vraies guerres pour un repartage du butin mondial. Les gouvernements d'Europe de l'Ouest, qui soutiennent les maîtres capitalistes de l'Europe de Maastricht, (pour l'« Union monétaire ») ont lancé des attaques tous azimuts sur les conditions de vie des travailleurs, réduisent les dépenses publiques, démantèlent la protection sociale, et s'attaquent brutalement aux secteurs les plus faibles du prolétariat : les femmes, la jeunesse, les immigrés et les minorités.

En Italie, ce sale boulot pour le compte des capitalistes est fait par un gouvernement de front populaire, un gouvernement bourgeois basé sur une coalition de collaboration de classe qui enchaîne directement la classe ouvrière à des représentants de la bourgeoisie. Constitué grâce aux efforts du PDS [l'ex-Parti communiste italien], bénéficiant de l'appui de la Banque d'Italie et de la bénédiction du Vatican, le gouvernement Prodi, avec le soutien de Rifondazione Comunista, a décrété un des trains de mesures d'austérité les plus dures depuis

des décennies, a imposé un super-impôt pour Maastricht et a conclu un accord avec les bureaucrates syndicaux et l'organisation patronale pour imposer le contrôle des salaires.

Mais son soutien au gouvernement a créé une situation instable à l'intérieur de RC. Dans le but d'obtenir un rôle plus important dans la gestion de la société capitaliste, la direction de RC doit sans cesse démontrer sa loyauté à la bourgeoisie : d'où la déclaration récente de Maura Cossuta comme quoi « Berlinguer [l'ancien dirigeant du PCI] a eu raison de « rompre » avec l'URSS » et celle de Bertinotti remettant en cause même le fait de se réclamer formellement du socialisme et du communisme. En même temps, une large part de la base de RC est constituée des couches sociales à qui la bourgeoisie veut faire payer la crise de la classe capitaliste et sa soif de profits en augmentant le taux d'exploitation. Une part significative des militants de RC – qui ont dansé sous un drapeau rouge géant à la conférence de fondation de RC, et qui ont cru à tort que cette réussite de parti stalinien représentait véritablement une alternative de gauche à la prostration non dissimulée du PDS devant le capitalisme – renâclent devant une capitulation complète de leur direction.

Dans le climat actuel de chasse aux sorcières contre la gauche, et dans un contexte où la direction de Rifondazione assume directement la responsabilité des attaques antiouvrières du gouvernement, une partie des travailleurs et de la jeunesse regardent du côté de Proposta. Ce journal est publié par Marco Ferrando et Franco Grisolia, qui ont maintenant, en bloc avec Livio Maitan du Secrétariat unifié et d'autres militants, présenté la « motion deux » en opposition à la consolidation de RC sur un programme plus explicitement droitier. En réalité, le groupe Proposta ne présente qu'une version apparemment « plus à gauche » de la politique de collaboration de classe menée par la direction de RC. Loin

d'être une alternative aux trahisons de Bertinotti et Cie, *Proposta* représente un obstacle destiné à empêcher que le mécontentement partagé par une grande partie de la base de RC ne se transforme en conscience révolutionnaire. La bande de *Proposta* excelle dans l'art d'utiliser des citations de Lénine et Trotsky sorties de leur contexte pour mieux travestir leur opposition à la mobilisation politique indépendante du prolétariat, agissant comme classe pour elle-même et utilisant sa puissance sociale pour défendre tous les opprimés.

Ce qu'il faut, c'est forger un parti armé d'un programme révolutionnaire internationaliste, luttant pour un gouvernement ouvrier qui expropriera la bourgeoisie. Ceci ne pourra être obtenu que par une indépendance de classe complète, et en luttant contre les directions réformistes actuelles du mouvement ouvrier et leur politique front-populiste. C'est le combat que mène la Lega Trotskista d'Italia, section de la Ligue communiste internationale.

« Proposta » à la remorque du front populaire

La critique principale de la « motion deux » contre la direction consiste fondamentalement à appeler le parti à se placer dans l'opposition au gouvernement Prodi : « *Le parti Rifondazione Comunista a été la seule force de classe à s'opposer aux gouvernements Amato, Ciampi et Dini [...]. Pour cette raison, notre parti a progressivement gagné le consensus des classes subordonnées* » (*Liberazione*, 24 septembre). Il est grotesque de prétendre que RC a représenté « la seule force de classe à s'opposer aux gouvernements Amato, Ciampi et Dini ». Il suffit de rappeler la campagne menée par RC en soutien aux « progressistes » qui soutenaient le premier ministre Ciampi, ancien directeur de la Banque d'Italie, et l'opération de sauvetage décisive de RC pour sauver le gouvernement de la Banque d'Italie dirigé par le premier ministre Dini et sa loi de finances. Cette politique de soutien à des coalitions de front populaire a été non seulement suivie en permanence par RC, mais aussi systématiquement soutenue par *Proposta*. Quand les « progressistes » qui soutenaient Ciampi se sont présentés aux élections en 1994, *Proposta* (mars 1994) a appelé les militants de RC à « être aux premières lignes de la campagne électorale du parti, et dans la bataille centrale contre la droite », et poussait les militants plus hésitants à faire campagne pour le front populaire : « des secteurs importants de notre parti, même à l'extérieur de la motion deux, sont malheureusement tentés de s'abstenir de participer à la campagne électorale. Naturellement, c'est une erreur ». Lors des élections de l'année dernière, *Proposta* (mai 1995) a continué à expliquer que « la lutte contre la droite berlusconienne est et demeure la tâche principale des communistes ».

Le groupe autour de Grisolia et Ferrando est même allé jusqu'à appeler à voter pour le Parti populaire, un parti du Vatican, « dans des situations particulières où il est nécessaire de faire battre un candidat fasciste ou réactionnaire » (*Proposta*, janvier 1995). Ferrando est fier d'avoir été celui qui a proposé ce pacte de non-agression avec les débris putrides de la démocratie chrétienne – le parti créé par la CIA et le Vatican et qui a gouverné l'Italie depuis le début de la guerre froide jusqu'à l'écroulement de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique.

Même avant la période Prodi, quand RC ne participait pas directement à la politique du gouvernement, elle a toujours sacrifié les intérêts des travailleurs sur l'autel de la collaboration de classe. L'« opposition » de *Proposta* se limite à soutenir qu'il serait plus profitable pour le parti, en termes électoraux, de continuer à faire son sale boulot dans l'opposition, en attendant l'arrivée d'un gouvernement de front populaire « plus à

Immigrés africains à Florence protestant contre la terreur raciste. La LTd'I est le seul groupe en Italie à se battre pour les pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés et pour des actions de masse centrées sur la classe ouvrière pour stopper les attaques racistes.



gauche ».

S'il y a le moindre doute que Ferrando et Cie cherchent une alliance avec la bourgeoisie, il suffit de se rappeler comment, en octobre 1995, la soi-disant « gauche » de RC a saisi une occasion de montrer à la bourgeoisie comment elle était elle aussi, comme la majorité, complètement loyale. Quand la droite présentait une motion de censure contre le gouvernement Dini, la direction de RC était initialement prête à prendre la responsabilité de ne pas empêcher la chute du gouvernement. *Ce furent les membres de Proposta dans la direction qui menèrent bataille pour sauver le gouvernement et gagner la majorité à cette position* (*Corriere della Sera*, 24 octobre 1995).

Afin de donner de la substance à leur appel à revenir au passé politique de collaboration de classe dans l'opposition, *Proposta* est obligé d'inventer un « tournant » qualitatif qui aurait eu lieu récemment dans la politique du parti. « *Le fait d'avoir cessé d'être dans l'opposition pour devenir un élément de la majorité gouvernementale [...] marque un tournant dans l'orientation de RC, en contradiction avec les raisons de notre existence, avec les intérêts sociaux que nous représentons, avec la perspective d'être une alternative* » (*Liberazione*, 24 septembre).

C'est une mystification pure et simple que d'argumenter que RC a dégénéré au cours des deux dernières années. Dès le début, RC n'a jamais fait mystère qu'elle continuait sans réserve la politique du vieux PCI, qui dans l'après-guerre a suivi une politique constante de collaboration de classe. Pendant toute cette période, le PCI était dans l'opposition, car les bourgeoisies italienne et internationales avaient résolu d'écarter du pouvoir gouvernemental le plus grand parti communiste d'Europe occidentale, dans un pays avec une classe ouvrière militante et combative. Mais quand l'occasion s'est présentée, le PCI a prouvé sa loyauté envers la bourgeoisie et sa trahison du prolétariat – comme dans le front populaire de 1946, quand avec Togliatti comme ministre de la justice, les partisans furent désarmés et les fascistes libérés (voir les suppléments à *Spartaco* n° 33, « 1943-45 : quand le PCI trahissait la révolution » et à *Spartaco* n° 37, « La CIA en Italie pendant la Guerre froide »). Le PCI a aussi joué de l'extérieur le rôle d'auxiliaire loyal des gouvernements bourgeois, comme en 1976 avec le gouvernement d'« unité nationale ». Le PCI a joué les chiens courants pour la bourgeoisie en soutenant la « loi antiterroriste spéciale » et en collaborant activement avec la police pendant la chasse aux sorcières « antiterroriste ». En 1980, il a poignardé dans le dos une grève de 35 jours à Fiat. Voilà les « glorieuses » traditions stalinienne dont RC se réclame.

Contrairement aux affirmations absurdes de *Proposta*, le véritable tournant ne s'est pas produit au sein de Rifondazione en 1994-96, mais avec la dégénérescence stalinienne de l'URSS. Janvier 1924 a marqué une contre-révolution politique qui, en 1935, a conduit à l'adoption par tous les partis commu-

nistes de l'Internationale stalinisée de la politique de front populaire, qui subordonnait la classe ouvrière à sa bourgeoisie nationale. C'était le corollaire de la politique de « socialisme dans un seul pays » de Staline.

Le Front populaire français a désarmé la classe ouvrière et, en juin 1936, l'a empêché de prendre le pouvoir. La trahison des stalinien et de la SFIO social-démocrate a finalement conduit à la dissolution du front populaire, qui a cédé le pouvoir au régime de Vichy allié des nazis. En Espagne, le front populaire a ouvert la voie aux troupes fascistes de Franco (soutenues par Hitler et Mussolini), après avoir réprimé dans le sang le soulèvement héroïque de Barcelone en 1937 et décimé les secteurs les plus combattifs du prolétariat espagnol. Au Chili, Allende écrasait les grèves et nommait Pinochet à la tête des forces armées qui étaient censées « respecter » la Constitution... une semaine avant le coup d'Etat sanglant par lequel ce boucher a renversé Allende et massacré des dizaines de milliers de travailleurs et d'opposants politiques.

En 1994, quand Bertinotti proposa un « front populaire comme celui de Léon Blum en France et des républicains espagnols dans les années 30, ou d'Allende au Chili en 1973 » (*Corriere della Sera*, 19 mars 1994), il ne faisait rien d'autre que confirmer la continuité de la tradition de ces trahisons stalinienne. A l'époque, *Proposta* appelait à voter pour les « progressistes ». Nous, au contraire, avons mis en garde que le front populaire, une fois au gouvernement, serait anti-ouvrier, anti-femmes et anti-immigrés, et qu'il ouvrirait la voie à la réaction (voir *Spartaco* n° 44, septembre 1994).

Les gouvernements de front populaire apparaissent dans des situations où la bourgeoisie traverse une crise tellement aiguë qu'elle a besoin de la présence officielle d'un parti ouvrier de masse au gouvernement pour tenir en respect la classe ouvrière. C'est précisément ce qui s'est passé en Italie, et comme à chaque fois dans l'histoire, ce gouvernement de front populaire a dangereusement ouvert la voie aux fascistes. A l'automne 1994, l'Italie a été secouée par une vague de

grèves ouvrières et de mobilisations étudiantes combattives. Tandis que les pseudo-trotskystes comme la bande de *Proposta* appelaient à « une grève générale illimitée », nous avons dénoncé cette rhétorique comme n'étant rien d'autre qu'un camouflage pour leur suivisme du PDS et de RC, aux cris de « combattre la droite ». Leur objectif était de remplacer Berlusconi par un gouvernement de front populaire. Au contraire, la LTd'I est intervenue dans ces luttes avec un programme qui affirmait la nécessité pour la classe ouvrière de se battre pour le pouvoir. Nous avons insisté que l'instrument crucial pour gagner les travailleurs à la conception révolutionnaire, la conception que ceux qui travaillent doivent avoir le pouvoir, est un authentique parti léniniste-trotskyste qui aura non pas la perspective futile de « réformer » le capitalisme raciste, mais celle du renversement prolétarien de tout ce système pourri. Alors qu'ils multipliaient les appels ronflants à une « grève générale illimitée », *Proposta* et consorts n'ont jamais posé la question cruciale de la direction – parce que leur objectif a toujours été d'exploiter cyniquement la classe ouvrière pour en faire la bête de somme qui tirerait le char de leurs ambitions parlementaires.

Le PDS, RC et leurs appendices de gauche comme *Proposta* ont eu ce qu'ils voulaient : le départ de Berlusconi et l'arrivée aux affaires d'un gouvernement bourgeois – la coalition de front populaire de Prodi – soutenu par RC et accueilli « avec satisfaction » par *Proposta*. Mais ce gouvernement est tellement déterminé à se faire accepter par les patrons italiens, la City de Londres, Wall Street et la Deutschebank que ce « front populaire » est massivement impopulaire et pave rapidement la voie à la réaction fasciste. Tandis que les parlementaires « socialistes » demandent aux travailleurs de se serrer la ceinture, les fascistes de l'Alliance nationale de Fini sont descendus dans les rues des villes de tout le pays pour condamner l'« austérité rouge », et les racistes de la Ligue du Nord de Bossi ont mis sur pieds un groupe paramilitaire, la « garde nationale

Suite page 10

SPARTACO

Organe de la
Lega Trotskista d'Italia

Abonnement (4 numéros) :
Italie : 5 000 lire
Europe : 8 000 lire
Hors Europe : 12 000 lire

Commande :
Walter Fidacaro
C.P. 1591
20101 MILANO
CCP n° 15636202



Italie...

Suite de la page 9

de Padanie », qui menace d'expulser les immigrés sans visa.

C'est seulement avec une complète indépendance de classe et en luttant pour une perspective révolutionnaire que le prolétariat pourra être une alternative sociale crédible pour les couches de la masse petite-bourgeoise plongées dans la misère. Au contraire, la politique front-populiste de RC et de *Proposta* ne fait qu'exaspérer la petite-bourgeoisie et la pousser dans les bras des fascistes, qui n'ont aucun mal à montrer que la « gauche » est un allié du grand capital.

Complètement enchaînés politiquement à l'Etat bourgeois, RC/*Proposta* ne peuvent même songer à mobiliser leur base prolétarienne pour combattre la menace fasciste. Dans le *Programme de transition*, Léon Trotsky écrivait : « Les démocrates petits-bourgeois – y compris les sociaux-démocrates, les staliniens et les anarchistes – poussent des cris d'autant plus forts sur la lutte contre le fascisme qu'ils capitulent plus lâchement devant lui en fait. Aux bandes du fascisme, seuls peuvent s'opposer avec succès des détachements ouvriers armés qui sentent derrière leur dos le soutien de dizaines de millions de travailleurs. La lutte contre le fascisme commence, non pas dans la rédaction d'une feuille libérale, mais dans l'usine, et finit dans la rue. Les jaunes et les gendarmes privés dans les usines sont les cellules fondamentales de l'armée du fascisme : Les piquets de grève sont les cellules fondamentales de l'armée du prolétariat. »

Les sections de la LCI ont lutté pour des mobilisations de masse des syndicats et des minorités opprimées pour écraser la menace fasciste dans la rue. C'est ainsi qu'aux Etats-Unis, nos camarades ont été à l'initiative de puissantes mobilisations ouvrières/noires qui ont stoppé net le Ku Klux Klan et les nazis à Washington en 1982 et à Philadelphie en 1988.

L'argument le plus souvent employé pour amener la classe ouvrière à accepter la politique de capitulation devant la bourgeoisie consiste à substituer à la défense des intérêts de classe du prolétariat la « nécessité de combattre la droite ». Aujourd'hui encore, *Proposta* répète la même rengaine. C'est avec ce genre d'arguments que le PCI a étouffé les aspirations socialistes des partisans pendant la Deuxième Guerre mondiale et a remis le pouvoir entre les mains de la bourgeoisie. Nous continuons à répéter que dans la politique communiste, il est nécessaire d'utiliser des critères de classe et non de se limiter à l'opposition entre « progressistes » et « réactionnaires », entre « droite » et « gauche ». Les coalitions de front populaire sont des gouvernements bourgeois, et la classe ouvrière ne pourra jamais s'émanciper si elle est enchaînée politiquement à ses exploiters capitalistes.

La LCI et la LTd'I se sont toujours opposées par principe à tous les types de front populaire, de droite comme « de gauche », au gouvernement comme dans l'opposition, déclarés ou dissimulés derrière le « soutien électoral critique ». Pour cette raison, nous étions contre voter pour le PDS ou pour Rifondazione dans les dernières élections et celles qui ont précédé. Comme alternative à la coalition de front populaire droitiste de l'Ulivo [Olivier], *Proposta* propose comme « alternative » un front populaire « de gauche ». Mais tous les types de fronts populaires sont une trahison des intérêts des travailleurs, des minorités et de tous les opprimés. La révolution d'Octobre 1917, la seule révolution ouvrière victorieuse, s'est produite en opposition au front populaire de Kérénsky – un front populaire beaucoup plus à gauche que celui que proposent Grisolia et Ferrando – qui s'était constitué après la révolution de Février et qui était soutenu par les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires. Voici comment Trotsky le décrivait dans

les années 1930 : « En réalité, à notre époque, le Front populaire est la question principale de la stratégie de classe prolétarienne. Il fournit aussi le meilleur critère pour la différence entre bolchévisme et menchévisme, car on oublie souvent que le plus grand exemple historique de front populaire, c'est la révolution de février 1917. De février à octobre, les menchéviks



Manifestation ouvrière à Milan en octobre 1993. Des actions ouvrières de masse contre l'austérité capitaliste ont été dévoyées par le PDS réformiste et les dirigeants de RC qui appelaient de leurs vœux un gouvernement de front populaire.

et les socialistes-révolutionnaires, qui constituent un bon parallèle avec les « communistes » et les sociaux-démocrates, ont été en alliance étroite et en coalition permanente avec le parti bourgeois des « cadets », avec lequel ils ont formé une série de gouvernements de coalition. Sous le signe du Front populaire, se trouvait toute la masse du peuple, y compris les soviets d'ouvriers, de paysans et de soldats. Bien sûr, les bolchéviks participaient aux soviets. Mais ils ne faisaient pas la moindre concession au Front populaire. Ils exigeaient la rupture de ce Front populaire, la destruction de l'alliance avec les cadets, et la création d'un véritable gouvernement ouvrier et paysan. Tous les Fronts populaires d'Europe ne sont qu'une pâle copie, et souvent une caricature du Front populaire russe de 1917 » (« Le RSAP et la Quatrième Internationale », 15-16 juillet 1936).

« Proposta » : une confiance aveugle dans l'Etat bourgeois

Le groupe *Proposta* est un groupe centriste. Une des définitions classiques des centristes est « révolutionnaires en paroles, réformistes en actes ». Et c'est exactement sur les questions centrales que *Proposta* ne va pas plus loin que les limites du réformisme, parfois épicé de syndicalisme « combatif ». La « motion deux », en présentant le programme que RC devrait adopter comme alternative à celui proposé par la direction, en est la preuve : « Dans ce contexte, les communistes présentent leur propre contre-budget – c'est-à-dire une proposition pour renverser la nature de classe de la politique budgétaire – qui se situe en dehors des critères de Maastricht et de la comptabilité capitaliste et contre ceux-ci, prend comme seul point de référence les besoins des masses travailleuses et propose une solution alternative à la crise : impôt progressif sur les grandes fortunes, les profits et les revenus financiers, favorisé par l'abolition du secret bancaire et commercial ; réduction drastique des transferts du secteur public vers les entreprises privées [...] ; réduction drastique des dépenses militaires ; réintroduction de l'indexation des salaires sur les prix ; réduction progressive de la durée du travail sans perte de salaire ; allocation sociale pour les chômeurs, plan de grande ampleur pour l'amélioration du territoire et de l'environnement ; subventions massives pour le développement et une nouvelle croissance dans le Sud. »

La « motion deux » de *Proposta*, c'est de la vieille camelote réformiste dans un nouvel emballage. Comme le social-

démocrate allemand Edouard Bernstein, qui croyait que le capitalisme tomberait comme d'un arbre un fruit mûr, *Proposta* propose une « rationalisation » progressive des inégalités de la répartition des richesses dans la société capitaliste, un « contre-budget » dont les ingrédients seraient un « impôt progressif » et une « réduction des dépenses militaires ».

Mais Grisolia, Ferrando et Livio Maitan ne sont pas nés d'hier – ce sont des charlatans pseudo-trotskyistes cyniques, putrides et pourris jusqu'à l'os.

Quiconque a une compréhension marxiste élémentaire de l'économie sait que la propriété privée des moyens de production est l'élément intrinsèquement injuste et non-réformable de l'économie capitaliste. Que c'est la source du conflit fondamental entre la production sociale, par le travail, et l'accumulation privée des richesses et des profits par la classe capitaliste – la plus-value. Il n'y aura pas de « démocratisation » du capitalisme, ni de répartition plus équitable des richesses grâce à des plans bidons pour « imposer les riches ». Pour remédier aux inégalités fondamentales des sociétés capitalistes, il faut qu'une lutte de classe prolétarienne, menée par ceux qui créent la richesse de cette société, l'arrache des mains des exploiters capitalistes et construise une société socialiste égalitaire où ceux qui travaillent auront le pouvoir.

A l'opposé de la conception réformiste de l'Etat proposée par *Proposta*, Lénine, dans *l'Etat et la Révolution*, exposait sans équivoque la conception marxiste de l'Etat : l'Etat est fait de « détachements spéciaux d'hommes armés » et « est un organisme de domination de classe, un organisme d'oppression d'une classe par une autre ». Citant Marx et l'expérience de la Commune de Paris de 1871, la première révolution prolétarienne, Lénine soulignait comment « la classe ouvrière ne peut pas s'emparer simplement de la machine gouvernementale toute faite et la mettre en mouvement pour ses propres fins », et que la libération de la classe ouvrière est impossible « sans la destruction de la « machine d'Etat toute faite », comme condition préalable ». L'Etat capitaliste, « cette « force spéciale de répression » du prolétariat par la bourgeoisie », doit être remplacé par « une « force spéciale de répression » de la bourgeoisie par le prolétariat (dictature du prolétariat) ».

Proposta réclame une « réduction drastique des dépenses militaires ». C'est la revendication social-démocrate classique « plus de beurre, moins de canons ». Ceci est contradictoire avec une citation d'Engels publiée dans le même numéro de *Proposta* : « Notre programme est un programme authentiquement socialiste. Notre première revendication est la socialisation de tous les moyens de production. Nous acceptons tout ce qu'un gouvernement concède, et pour lequel nous nous sentons le minimum redevables. Nous votons toujours contre tous les budgets et contre toutes les demandes d'argent

pour l'armée » (*Proposta*, octobre 1996, souligné par nous).

Proposta, tout en se déclarant opposé à l'armée de métier, en expliquant que « les armées de ce type sont moins perméables à l'intervention de forces de classe, contrairement à l'armée de conscription traditionnelle, et ont un potentiel plus grand pour des expéditions punitives internationales, sans parler de la répression et du contrôle intérieurs » (*Proposta* n° 2, décembre 1993, souligné dans l'original), n'a, de façon scandaleuse, jamais dit mot contre l'armée de conscription ! Autant pour « du beurre, pas de canons » – sous couvert de « démocratie » et d'opposition à une armée de métier, *Proposta* soutient la conscription des jeunes qui seront utilisés comme chair à canon pour les guerres impérialistes de la bourgeoisie à l'extérieur et envoyés pour briser les grèves ou pour expulser les immigrés sur le front intérieur. Notre tradition de lutte, à nous spartacistes, est celle de Karl Liebknecht qui avançait le mot d'ordre « Pas un homme, pas un sou pour l'armée impérialiste ! » Nous luttons aussi contre la conscription, mais si nous somme enrôlés, nous irons et nous nous efforcerons de gagner les autres jeunes conscrits ouvriers à un programme politique d'opposition à leur propre classe dirigeante. L'ennemi principal est dans notre propre pays !

La « motion deux » de *Proposta* courbe aussi l'échine devant l'Etat bourgeois en subordonnant dangereusement les organisations de la classe ouvrière – les syndicats – à l'intervention de l'Etat, sous couvert de « garantir une véritable représentation pour tous les travailleurs ». *Proposta* a soutenu le référendum sur les syndicats du 11 juin 1995, qui demandait à la population tout entière – y compris les prêtres, les propriétaires fonciers et les patrons – de décider quels syndicats devaient être reconnus par l'Etat bourgeois dans les négociations. Nous sommes opposés par principe à l'intervention de l'Etat bourgeois dans le mouvement ouvrier, et nous luttons pour des syndicats industriels qui représentent tous les travailleurs d'une même industrie.

La politique front-populiste de « Proposta » : anti-immigrés, anti-femmes, anti-internationaliste

Une des caractéristiques du front populaire est que derrière les déclarations rhétoriques plus ou moins « à gauche », c'est la bourgeoisie qui fixe les règles du jeu politique. Et pour la bourgeoisie qui a engagé une attaque frontale contre les travailleurs, il est maintenant important d'affaiblir le prolétariat, en encourageant en son sein les divisions par le sexe, la couleur de peau, la nationalité et l'âge, et en opposant le Nord au Sud. C'est pourquoi les premiers à payer pour la crise capitaliste sont les immigrés, qui subissent une terreur raciste quotidienne et la menace permanente de l'expulsion ; les femmes, les premières à être exclues du monde du travail et repoussées vers l'esclavage du « foyer domestique » ; la jeunesse qui n'a pas d'indépendance et pas de travail, les autres minorités : les homosexuels, les Roms [Tsiganes] et les sans-abris qui sont systématiquement marginalisés, privés de droits et réprimés.

Le devoir absolu d'un parti communiste est de mettre au premier plan la défense de ces couches de la population qui subissent une oppression spécifique. Lénine soutenait que le parti révolutionnaire devait être « le tribun du peuple ». Au contraire, la « motion deux », bien qu'elle se présente comme une plateforme politique générale, n'a pas grand-chose à dire sur cette question ! Elle se limite littéralement à affirmer « la nécessité de combattre les préjugés, également présents parmi les travailleurs, et de combattre les poussées de racisme et de xénophobie [...] ». Pour les femmes, elle appelle à « une revendication claire pour l'autonomie et l'autodétermination, non

Suite page 12

Impérialisme français, ONU : Bas les pattes devant le Zaïre, le Rwanda et l'Afrique !

A bas la répression coloniale en Guyane !

Nous reproduisons ci-dessous le tract diffusé par la Jeunesse spartaciste sur les facultés de Paris Saint-Denis et de Rouen au moment où l'impérialisme français se préparait pour intervenir au Zaïre.

Le 17 novembre 1996 - Une nouvelle fois les impérialistes s'apprêtent à intervenir en Afrique. Le 15 novembre, l'ONU a donné son feu vert pour permettre un déploiement de jusqu'à 12 000 soldats de 8 pays, dont la France, les Etats-Unis et l'Afrique du Sud du néo-apartheid. Après la Somalie, de nouveau, cyniquement, ils prennent prétexte d'une aide « humanitaire » et du « sauvetage » d'une population effectivement victime d'une abominable guerre civile, pour justifier l'envoi de leurs soudards.

Ces puissances impérialistes racistes qui ont massacré plus de 300 000 Irakiens pendant la guerre du Golfe en 1991, qui ont participé au viol « humanitaire » de la Somalie et qui jouent les gendarmes dans les Balkans, soutiennent les pires dictatures en Afrique pour la piller et la dépecer.

Dévaluation du franc CFA par la bourgeoisie française, plans d'ajustement imposés par les impérialistes qui provoquent des coupes drastiques dans les budgets déjà misérables comme ceux de l'enseignement et de la santé, vente de sang contaminé, surendettement auprès du FMI... c'est le génocide d'un continent que perpétrent les impérialistes ! Le véritable objectif de l'imposante démonstration de force militaire qui se prépare en Afrique centrale est d'affirmer le « droit » des impérialistes d'imposer leur domination sur leurs esclaves néo-coloniaux quand et où ils le désirent. Ce sont eux aussi qui ont créé des divisions ethniques consolidées dans cette région pour maintenir leur système colonial et néo-colonial d'oppression et d'exploitation.

* Impérialisme français, ONU : Bas les pattes devant le Zaïre et le Rwanda !

* Impérialisme français, hors d'Afrique et des colonies !

Dans le cadre du « nouvel ordre mondial », ouvert par la contre-révolution capitaliste en URSS et dans les pays d'Europe de l'Est, on assiste partout à travers le monde à l'exacerbation des rivalités interimpérialistes. Aujourd'hui, les divergences entre la France et les Etats-Unis, dans le conflit au Zaïre, sont

le résultat de la lutte acharnée qu'ils se livrent pour le contrôle des zones d'influence en Afrique.

Washington cherche à bouter l'impérialisme français hors de sa traditionnelle

internationalistes, nous, trotskystes, disons que c'est le devoir anticolonial du mouvement ouvrier français de se mobiliser pour défendre et soutenir les ouvriers, lycéens et collégiens victimes du pouvoir



Juillet 1994 - La LTF dans la manifestation parisienne contre l'intervention de la soldatesque française au Rwanda.

chasse gardée française en s'appuyant entre autres sur le FPR dominé par les Tutsis, tandis que la bourgeoisie française joue la carte de son fantôme sanguinaire Mobutu pour maintenir ses intérêts dans la région.

Dans un même temps, la bourgeoisie française réprime violemment en Guyane - un des derniers vestiges de son empire colonial - les manifestations de collégiens et lycéens en lutte pour un enseignement de bonne qualité. A l'heure actuelle les forces de police, chiens de garde du capital, ont assassiné un jeune et d'autres ont été interpellés et condamnés à de lourdes peines de prison. Pour mater la révolte, sur place, la bourgeoisie alimente la campagne anti-immigrée menée contre les Brésiliens, les Haïtiens et les Surinamiens.

Le syndicat UGT (syndicat des travailleurs guyanais) s'est mobilisé contre la répression. En tant que révolutionnaires

colonial.

* *Troupes françaises hors des DOM-TOM !*

* *Indépendance des DOM-TOM !*

* *A bas la répression coloniale !*

* *Levée des inculpations et libération immédiate de tous les lycéens emprisonnés !*

Pendant que la bourgeoisie française prépare ses mercenaires pour intervenir au Zaïre, réprime féroce en Guyane et instaure de nouveau l'état de guerre à Bangui, elle lance en France ses flics racistes contre les communautés originaires d'Afrique noire, du Maghreb et d'Asie. Envoi des CRS contre les « sans-papiers » de Saint-Bernard, renforcement des lois racistes, expulsions, etc. Elle désigne les « immigrés » comme les responsables de la crise que connaît le capitalisme pour diviser les travailleurs et mettre en place sa forteresse Europe raciste.

Parti...

Suite de la page 2

céder [les patrons et le gouvernement] et chasser le gouvernement » (*l'Egalité* n° 49). Pour le remplacer par quoi ? Les différents articles de ce numéro de *l'Egalité* évitent soigneusement d'apporter une réponse précise à cette question. Après avoir expliqué que les dirigeants du PS et du PCF « préparent une nouvelle version de l'union de la gauche », *l'Egalité* avance une liste de mesures économiques (« baisse massive hebdomadaire du temps de travail avec embauche équivalente sans perte de salaire, interdiction de licencier, SMIC à 7 500 francs », etc.) et demande aux organisations du mouvement ouvrier

de « se prononcer pour de telles mesures, pour l'abrogation du plan Juppé et du traité de Maastricht ». Sachant que toutes ces mesures sont calculées pour être acceptables par les directions réformistes (et en particulier par celle du PCF), tout cela n'est qu'un appel déguisé à faire pression sur les directions du PS, du PCF et des syndicats pour faire tomber le gouvernement Chirac et remettre la « gauche » au pouvoir. Dans une telle perspective, la « grève générale reconductible » n'est rien d'autre qu'une tactique que la GR conseille aux directions réformistes d'utiliser pour hâter leur retour aux affaires, évidemment dans le cadre du parlementarisme bourgeois - l'article de *l'Egalité* se termine d'ailleurs un appel à ne « pas attendre les législatives de 1998

mais virer Chirac-Juppé au plus vite » !

Pouvoir ouvrier (PO), dans le numéro d'octobre-novembre 1996 de son journal, a publié sur deux pages un long article intitulé « La grève générale », qui se présente comme un bilan de toute l'expérience historique du mouvement ouvrier sur la question. Mais cet article s'arrête au constat que la grève générale, pour reprendre la célèbre formule de Trotsky, « pose la question du pouvoir ». Cela est incontestablement vrai, mais « omet » un seul « détail » : pour que la « question du pouvoir » puisse être non seulement posée mais aussi résolue en faveur de la classe ouvrière - c'est-à-dire par le renversement révolutionnaire de l'Etat capitaliste -, il faut un parti révolutionnaire d'avant-garde qui lutte pour enraciner le pro-

Intervention militaire en Afrique, état de guerre à Bangui, répression policière féroce en Guyane : A bas l'ordre raciste de Chirac ! Flics hors des cités-ghettos ! Halte aux expulsions et à la chasse aux clandestins ! Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés ! A bas la forteresse Europe raciste !

Aujourd'hui la jeunesse doit se mobiliser derrière la puissance sociale de la classe ouvrière contre l'agression qui se prépare en Afrique par sa propre bourgeoisie - l'ennemi commun des travailleurs, des « immigrés » et de tous les opprimés en France ainsi que des peuples des colonies des DOM-TOM et des néo-colonies africaines.

Le renversement du capitalisme dans ces régions d'Afrique dont le développement a été atrocement retardé doit être lié à la lutte internationale de la classe ouvrière pour la révolution socialiste. Sous la direction de partis bolchéviques armés du programme de la révolution permanente - qui se mettront à la tête du prolétariat et, derrière lui, de la paysannerie, des femmes et de tous les opprimés - la révolution ouvrière en Afrique du Sud, en Egypte, en Algérie, au Nigéria, au Sénégal ou dans d'autres pays industrialisés d'Afrique sera une force libératrice qui produira une transformation sociale atteignant les régions les plus arriérées du continent. Elle devra nécessairement s'étendre aux puissantes métropoles impérialistes. En effet le prolétariat noir de l'Afrique sub-saharienne doit s'adresser à la classe ouvrière française qui s'est engagée récemment dans une lutte combative non seulement pour ses intérêts économiques mais aussi en défense des « immigrés » noirs africains. Les « immigrés » originaires d'Afrique, qui sont au cœur de la classe ouvrière de pays comme la France, sont un lien vivant entre ce continent et les centres impérialistes. Et ils joueront ce rôle crucial en étant réellement intégrés dans les organisations ouvrières et dans le parti ouvrier révolutionnaire, internationaliste, défenseur de tous les opprimés pour détruire le système capitaliste pourrissant, générateur de guerres, de famine, de misère, de racisme et pour jeter les bases d'une société égalitaire.

* Pour un gouvernement ouvrier !

* Rejoignez la Jeunesse spartaciste !

gramme révolutionnaire dans les masses ouvrières. En l'absence d'un tel parti, la grève générale sera au mieux suivie d'une stabilisation du régime bourgeois, souvent marquée par une période de répression antiouvrière et de réaction plus ou moins brutale.

Comme l'expliquait Trotsky dans un passage d'« Encore une fois, où va la France ? » que PO a soigneusement évité de citer : « *Quels que soient les mots d'ordre et le motif pour lesquels la grève générale a surgi, si elle entraîne les véritables masses, et si ces masses sont bien décidées à lutter, la grève générale pose inévitablement devant toutes les classes de la nation la question : qui va être le maître de la maison ? Les chefs du prolétariat* »

Suite page 15

Italie...

Suite de la page 10

seulement en ce qui concerne les choix personnels de vie et de place dans la société, mais aussi dans le domaine politique, allant jusqu'à la remise en cause des habitudes traditionnelles de comportement politique à l'intérieur des organisations de classe et du parti. C'est tout ! Quelques affirmations que même le pape pourrait accepter. Pour *Proposta* - éduqué dans le milieu blanc, masculin et nationaliste de RC - des questions comme le décret raciste de Dini contre les immigrés, auquel RC a donné un soutien « critique », la terreur anti-immigrée quotidienne et les expulsions, et les attaques contre le droit à l'avortement ne valent pas la peine d'être incluses dans un programme politique ; pas plus que des revendications comme l'abolition du concordat [le traité signé en 1929 entre l'Etat fasciste de Mussolini et le pape] et la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Mieux vaut éviter ce genre de sujet quand on est en campagne électorale avec le PPI du Vatican, avec l'anti-avortement Prodi ou avec des racistes déclarés comme Diego Masi.

Proposta n'a rien fait pour mobiliser contre le racisme. Ainsi, comme nous l'expliquons en détail dans un tract, les camarades de la LTd'I ont organisé avec succès une action de protestation à Milan en février 1995, quand les flics essayèrent d'arracher trois immigrés de cars en route pour une manifestation antiraciste à Rome. Après que les partisans de la LTd'I eurent organisé 250 passagers des cars pour un rassemblement de protestation pour exiger de la police la libération des camarades immigrés, Grisolia - qui n'avait pas organisé ni soutenu activement cette action - pénétra dans le poste de police en compagnie d'autres bureaucrates syndicaux pour négocier avec les flics. Les bureaucrates cherchèrent ensuite sans succès de « calmer » les manifestants ; ceux-ci, refusant de s'en laisser conter, continuèrent leur lutte jusqu'à la libération de leurs camarades.

Nous luttons pour les pleins droits de citoyenneté pour les immigrés et leurs familles, et pour des mobilisations ouvrières/immigrées pour écraser la terreur raciste et stopper les expulsions. Les immigrés doivent être syndiqués, et recevoir un salaire égal pour un travail égal. Au pays du Vatican, une des plus importantes forces de l'oppression des femmes, nous appelons à la séparation complète de l'Eglise et de l'Etat, nous luttons pour en finir avec le concordat et pour exproprier les biens du Vatican, et nous voulons exclure l'Eglise des écoles. La « clause de conscience » pour les médecins, l'une des nombreuses concessions faites par le PCI à l'Eglise catholique dans le contexte de sa politique de collaboration de classe, a pratiquement rendu nul et non avenu le droit partiel à l'avortement qui figure dans la « loi 194 », particulièrement dans le Sud.

Nous luttons pour l'avortement libre et gratuit, y compris pour les jeunes et les immigrées. La bourgeoisie, soutenue par l'Eglise catholique, mène une campagne en défense des « valeurs familiales » - c'est-à-dire de l'institution qui est le lieu par excellence de l'oppression des femmes et des jeunes - et attaque tout type de comportement qui remet en cause la famille, depuis la sexualité des jeunes jusqu'à l'homosexualité.

Nous disons que la sexualité est une question privée, et requiert uniquement que les protagonistes soient consentants ; l'Etat et l'Eglise doivent rester hors des chambres à coucher !

La « motion deux » suggère aux femmes et aux immigrés de s'« auto-organiser ». *Proposta* appelle à « soutenir l'auto-organisation de ces groupes (femmes, homosexuels, lesbiennes et immigrés) et à la formation de comités de contrôle à la base contre la discrimination ». Cet appel sectorialiste, largement répandu au sein de RC, n'est rien d'autre qu'une suggestion de créer des ghettos, où les femmes

discuteront des « questions féminines », les immigrés discuteront des « problèmes concernant l'immigration », etc., tandis que le « parti » s'occupe de la « vraie politique », et notamment de trahir les droits de ces groupes. Cet appel à « ne compter que sur vous-mêmes » évite de demander des comptes aux dirigeants de RC et des syndicats pour leur refus de mobiliser les gros bataillons du prolétariat pour défendre ceux qui subissent une double oppression. Pendant ce temps, la bourgeoisie attaque ceux en qui elle voit des cibles vulnérables - comme les immigrés, les jeunes ou les homosexuels - et ces attaques sont le fer de lance de ses efforts pour briser la puissance de la classe ouvrière organisée tout entière.

Nous, communistes, savons que l'oppression des femmes s'enracine dans l'institution de la famille, l'unité économique et sociale qui fait partie intégrante du capitalisme, le principal moyen de transmettre l'héritage de la propriété privée. Notre combat pour la libération des femmes fait partie intégrante de la lutte de la classe ouvrière tout entière contre le capitalisme. Ceci ne peut être réalisé que par une révolution socialiste et la fin de la propriété privée. Pour nous, communistes, la défense des droits des couches de la population qui subissent une oppression spécifique fait partie intégrante de cette perspective, et tient la première place dans le programme du parti tout entier. Nous disons que la classe ouvrière organisée doit se mobiliser pour défendre ces couches de la population. Les pages « Femmes et révolution » dans *Spartaco* se placent dans la tradition de l'expérience de la publication bolchévique *Robotniza* et de celle de l'Internationale communiste, *Die Kommunistische Fraueninternationale*. Les « pages

indépendante parce qu'ils n'ont pas la moindre confiance dans la capacité de la classe ouvrière à agir consciemment comme classe pour elle-même. Si on tire un trait sur la capacité révolutionnaire du prolétariat, alors bien sûr il n'y a aucune nécessité d'un parti prolétarien d'avant-garde.

Trotsky écrivait que « les centristes parlent beaucoup des "masses", et finissent toujours par s'orienter vers l'appareil réformiste ». Par conséquent, comme dans le jeu des poupées russes, depuis quinze ans *Proposta* fait de l'« entrisme » dans la Ligue communiste révolutionnaire de Maitan, qui à son tour est entrée dans Démocratie prolétarienne, laquelle s'est liquidée dans Rifondazione. Quand le *Corriere della Sera* a demandé à Ferrando s'il pensait quitter Rifondazione, sa réponse a été péremptoire : « Jamais de la vie ! »

En 1976, la tendance spartaciste internationale (TSI), précurseur de la Ligue communiste internationale, a rompu ses relations avec Grisolia et Ferrando, qui s'appelaient alors Groupe bolchévique-léniniste d'Italie (GBL), précisément sur la question de leur capitulation devant le front populaire. Voilà ce que le GBL écrivit alors à *Workers Vanguard*, le journal de notre section américaine : « Il faut noter que votre organisation a la position bizarre que donner un soutien électoral à un parti ouvrier qui participe à un front populaire, y est impliqué ou veut en former un, signifie capituler devant le front populaire » (voir *Spartaco* n° 3, 1981). Nous argumentons que le front populaire est en soi une coalition bourgeoise, qui s'engage par avance à « respecter » les limites de la propriété et de l'Etat capitalistes. La première de ces deux positions préfigurait le soutien donné aujourd'hui à

procapitaliste polonais Solidarność. Les prédécesseurs de *Proposta* se rangèrent eux aussi tout naturellement contre l'URSS, aux cris de « solidarité avec Solidarność », alors même qu'une grande majorité de la classe ouvrière italienne refusait de faire grève pour soutenir le « syndicat » polonais de la CIA et du Vatican.

Contrairement à Cossuta, Bertinotti et d'autres dirigeants actuels de RC, qui à l'époque ont soutenu servilement les bureaucrates du Kremlin, avec leur ligne nationaliste banqueroutière de « construction du socialisme dans un seul pays », nous, trotskystes, affirmions que l'Union soviétique ne pouvait être défendue que par la révolution socialiste mondiale. Nous avons lutté pour une révolution politique prolétarienne pour chasser la bureaucratie stalinienne qui minait les acquis de la révolution d'Octobre. Cela n'était possible que sur la base de la défense inconditionnelle des Etats ouvriers dégénérés et déformés contre les attaques impérialistes et la contre-révolution intérieure. C'est pourquoi, contrairement à Grisolia et ses congénères, nous nous sommes fermement opposés aux éléments favorables à la restauration capitaliste comme Lech Walesa et Boris Eltsine.

En 1981, quand Solidarność a tenté de s'emparer du pouvoir, la TSI a déclaré « Halte à la contre-révolution de Solidarność ! » et a défendu le contre-coup d'Etat de Jaruzelski, tout en appelant à forger un parti trotskyste pour diriger la révolution politique contre la bureaucratie stalinienne. Quand l'URSS est intervenue en Afghanistan, nous avons dit « Salut à l'Armée rouge ! » et appelé à « Défendre, parachever et étendre les acquis de la révolution d'Octobre aux peuples d'Afghanistan », en soulignant que l'armée soviétique jouait un rôle fondamental pour défendre les femmes afghanes contre la réaction islamique. Quand les bureaucrates du Kremlin décidèrent de se retirer d'Afghanistan, nous avons dénoncé cette trahison et nous avons proposé au gouvernement de Kaboul, encerclé par les fanatiques islamiques *moudjahidin*, d'organiser une brigade internationale contre les coupe-jarret de la CIA. L'histoire a montré qui avait raison. Solidarność a été la force motrice de la contre-révolution en Pologne. Et en Afghanistan les talibans obligent les femmes afghanes qui ont survécu à leurs massacres à vivre recluses à leur domicile, et les tabassent si elles sortent dans la rue sans le « tchador ».

Construisons un parti bolchévique !

La raison principale de la victoire de la Révolution russe est le fait que Lénine et les bolchéviks, dans les années qui précédèrent la révolution, avaient forgé un parti politiquement et organisationnellement cohérent armé d'un programme révolutionnaire. Cette cohésion était le produit de batailles permanentes contre toutes les formes d'opportunistisme au sein du mouvement ouvrier. Tirant un parallèle entre la victoire de la révolution d'Octobre en Russie et la défaite de la révolution allemande en 1923, Trotsky concluait que ce qui manquait au prolétariat allemand, c'était « un parti, un parti et encore un parti » (les *Leçons d'Octobre*). Dans le *Programme de transition*, il insistait que « la crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire ».

Nous luttons pour une nouvelle révolution d'Octobre. Mais la disproportion entre cet objectif et la conscience politique actuelle de la classe ouvrière, de la jeunesse et de la gauche au niveau international est considérable. Dans toute l'Europe de l'Ouest, la classe ouvrière a engagé des batailles défensives qui sont les plus massives et les plus combattives depuis des années, mais pour la première fois depuis la Commune de Paris, les masses ouvrières en lutte n'identifient pas



Le gouvernement de front populaire pave la voie au renforcement de la racaille néo-nazie qui descend aujourd'hui dans la rue contre l'« austérité rouge ».

jeunesse » de *Spartaco*, dont nous sommes fiers, sont une autre preuve de cette perspective.

« Proposta » : une histoire de liquidationisme pabliste

Proposta est issu de la tradition politique néfaste du liquidationisme pabliste. Michel Pablo était devenu après la Deuxième Guerre mondiale le dirigeant des forces durement éprouvées de la Quatrième Internationale de Trotsky. Profondément impressionniste, il a liquidé le programme politique et les objectifs de l'Internationale de Trotsky. Incapable de comprendre la transformation qui s'était produite après la guerre en Europe de l'Est, Pablo pensait que les partis staliniens pouvaient jouer un rôle approximativement révolutionnaire, prédisait « des siècles d'Etats ouvriers déformés » et poursuivait une politique d'entrisme en profondeur dans les partis staliniens et sociaux-démocrates. C'est l'héritage politique de *Proposta*, et Grisolia et Cie rejettent de même systématiquement la nécessité d'une avant-garde prolétarienne

l'Olivier par *Proposta*, y compris son appel à voter pour le PPI, un parti ouvertement bourgeois. Pendant les années 1970, la collaboration de classe qui s'exprimait dans l'« unité contre le terrorisme » a produit, entre autres, le « gouvernement d'unité nationale » soutenu par le PCI. C'est précisément devant cette chasse aux sorcières « antiterroriste » que le GBL avait capitulé, alors que nous appelions à la « libération de tous les militants de gauche emprisonnés ».

Pendant la campagne de guerre froide des années 1980, le GBL de Grisolia et Ferrando (qui s'appelaient alors Ligue ouvrière révolutionnaire) exprima son appétit à ne pas rompre avec la collaboration de classe et à maintenir ses liens avec les bureaucrates du mouvement ouvrier en capitulant devant la campagne antisoviétique réactionnaire. C'était l'époque où les partis communistes occidentaux, en particulier le PCI, étaient mis en demeure de faire la preuve de leur loyauté à leurs bourgeoisies. Le PCI a ainsi condamné l'intervention soviétique en Afghanistan et soutenu le « syndicat »

leurs besoins immédiats avec les idéaux du socialisme ou le programme de la révolution prolétarienne. Aujourd'hui, même la plupart des militants subjectivement à gauche trouvent assez saugrenue, l'idée qu'une révolution prolétarienne, comme celle qu'a menée à bien le Parti bolchévique de Lénine en 1917 en Russie, est la clé de la libération du genre humain. Cela est dû dans une large mesure aux crimes des staliniens, et avant eux des sociaux-démocrates, qui ont défiguré le programme et les idéaux du marxisme révolutionnaire.

Les groupes de gauche comme *Proposta*, qui avalent le triomphalisme impérialiste de la « mort du communisme », jettent en général rapidement aux orties toute prétention au léninisme, et cherchent des « regroupements » avec des sociaux-démocrates et des ex-staliniens dans des formations réformistes plus grandes. Notre petite internationale révo-

lutionnaire n'est pas à l'abri des pressions désintégratrices de cette période de réaction postsoviétique. Mais contrairement à nos opposants centristes et réformistes, qui se vautrent dans leur opportunisme tout en niant benoîtement tout problème interne, nous voulons évaluer franchement les tâches et les problèmes auxquels nous sommes confrontés.

Ne pas reconnaître quelle période nous vivons et les rapports nécessaires entre une petite avant-garde léniniste et le prolétariat engendre la désorientation, la démoralisation et des appétits à chercher ailleurs la « réponse ». Comme Trotsky le faisait remarquer dans son article de 1937 « Staliniisme et bolchévisme » : « Les époques réactionnaires comme la nôtre non seulement désagrègent et affaiblissent la classe ouvrière en isolant son avant-garde, mais abaissent également le niveau idéologique général du mouvement en rejetant la pensée politique loin en arrière, à des

étapes depuis longtemps dépassées. Dans ces conditions, la tâche de l'avant-garde est avant tout de ne pas se laisser entraîner par ce reflux : elle doit aller contre le courant [...] elle doit au moins se maintenir sur les positions idéologiques car c'est en elles que se concentre l'expérience chèrement payée du passé. Une telle politique passera sans doute pour du "sectarisme" aux yeux des sots. En réalité, elle est l'unique moyen de préparer un nouveau bond en avant avec le prochain flux historique. »

Nous luttons pour achever la tâche engagée par Lénine et Trotsky quand ils ont conduit la classe ouvrière à la victoire en Russie en 1917 – pour amener la lutte de classe à une conclusion victorieuse, quand le pouvoir d'Etat, dans le monde entier, sera incarné par des conseils ouvriers. *Proposta* n'a rien à offrir aux femmes, à la jeunesse, aux immigrés et aux minorités, et veut les ghettoïser. Nous voulons construire un parti léniniste

« tribu du peuple », qui mobilisera activement la classe ouvrière pour combattre toutes les formes d'oppression spécifique. *Proposta* affirme que Rifondazione doit être réformée. Nous savons que Rifondazione Comunista est ce que Lénine appelait un parti ouvrier bourgeois, un parti que les révolutionnaires doivent scissionner en séparant la base du sommet. *Proposta* argumente pour une politique de collaboration de classe sur le terrain national, et laisse les questions internationales pour les discours du dimanche. Nous faisons partie intégrante d'une internationale politiquement et organisationnellement cohérente, qui se base sur les leçons des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste et de la Quatrième Internationale de Trotsky. *Proposta* veut enchaîner la classe ouvrière au char de la bourgeoisie. Nous luttons pour une révolution socialiste dans le monde entier. Rejoignez-nous ! ■

Femmes et Révolution



Sipa



Ithau



Planeta

La présence militaire soviétique (à gauche) a ouvert la possibilité de libérer les femmes afghanes, qui ont rejoint les milices gouvernementales du PDPA pour défendre leurs droits, l'arme au poing, contre les « moudjahidines ».

Afghanistan...

Suite de la page 16

contre-révolution capitaliste dirigée par Boris Eltsine voici quelques années, l'objectif central des impérialistes est resté focalisé sur la restauration de l'exploitation capitaliste en Union soviétique et l'anéantissement des acquis sociaux qui subsistaient malgré des décennies de dégénérescence stalinienne. C'est pourquoi tout l'appareil d'endoctrinement politique aux Etats-Unis et en Europe occidentale – les gouvernements Mitterrand ayant été le fer de lance idéologique de cette campagne en Europe – était mobilisé pour produire peur et haine envers l'Union soviétique. Parce que les groupes comme SI ont accepté le programme antisoviétique propagé par la bourgeoisie, ils se sont alignés avec toutes les forces opposées aux staliniens au pouvoir – depuis les sadiques intégristes islamistes en Afghanistan et en Iran jusqu'au mouvement Solidarność anti-communiste, antisémite et antifemmes, soutenu par le Vatican, en Pologne.

Le dirigeant historique du trotskysme américain James P. Cannon disait en 1939, au cours d'une lutte fractionnelle menée au sein du Socialist Workers Party américain, alors révolutionnaire, contre la minorité Shachtman/Burnham qui argumentait en faveur de l'abandon de la position marxiste de défense militaire de l'Union soviétique : « La question de la Révolution russe et de l'Etat soviétique qu'elle a créé a tracé une ligne de division bien marquée dans le mouvement ouvrier de tous les pays depuis 22 ans. L'attitude adoptée envers l'Union soviétique pendant toutes ces années a constitué le critère décisif séparant d'une part la tendance révolutionnaire authentique, et d'autre part toutes les variétés et toutes les nuances d'hésitants, de demi-engagés et de capitulateurs devant la pression du monde bourgeois. »

Dans le cas de l'Afghanistan, cette ligne de division a non seulement séparé les révolutionnaires et les réformistes,

mais aussi les tenants du progrès social de ceux qui soutenaient, ouvertement ou non, la barbarie moyenâgeuse.

Cas unique dans l'histoire moderne, les droits des femmes constituaient une question centrale dans la guerre civile qui fit rage en Afghanistan entre la fin des années 1970 et le début des années 1990. Après leur prise de pouvoir par un coup d'Etat en avril 1978, des intellectuels et des officiers pro-Moscou du PDPA essayèrent de mettre en œuvre quelques réformes minimales pour rapprocher le pays du XX^e siècle : distribuer des terres, libérer les femmes du port du *burka* (le « voile » porté de la tête aux pieds), réduire le prix de l'épousée à une somme nominale et fournir l'instruction aux filles. Cependant de telles réformes démocratiques minimales peuvent être explosives dans un pays aussi cruellement arriéré que l'Afghanistan, une des raisons majeures étant que du fait de leur subordination dans la famille, les femmes sont sensées être les « porteuses » de la culture traditionnelle vis-à-vis de la génération suivante. Propriétaires terriens, chefs tribaux et mollahs afghans déclenchèrent donc un féroce *djihad* (guerre sainte), brûlant des écoles et écorchant vifs des enseignants pour le « crime » d'apprendre à lire à des jeunes filles.

Quand Moscou envoya des troupes aéroportées de l'Armée rouge à Kaboul en décembre 1979 pour empêcher que son régime client du PDPA ne tombe sous les coups des réactionnaires islamistes et pour protéger son flanc sud contre une incursion impérialiste, la « question russe » était posée à brûle-pourpoint. La sauvage guerre par procuration du président démocrate Jimmy Carter contre les troupes soviétiques en Afghanistan et l'embargo qu'il imposa en représailles contre l'Union soviétique constituèrent les premiers coups de feu de la seconde guerre froide. Sous le successeur de Carter, le président républicain Ronald Reagan, les Etats-Unis ont dépensé des centaines de milliards de dollars en armements dernier cri pour la « guerre des étoiles » visant à faciliter une attaque de

première frappe nucléaire contre l'URSS. Et plus de deux milliards de dollars d'équipements ont été livrés aux *moudjahidines* afghans dans ce qui a été la plus grande opération de la CIA de toute l'histoire. Pendant ce temps les médias capitalistes maintenaient un tir de barrage de propagande hystérique contre l'« empire du mal » soviétique.

En défenseurs conséquents des acquis de la révolution d'Octobre, nous, trotskystes de la Ligue communiste internationale (à l'époque tendance spartaciste internationale) avons proclamé : « Salut à l'Armée rouge en Afghanistan ! Etendez les acquis sociaux de la révolution d'Octobre aux peuples afghans ! » Nous avons mis en garde que la bureaucratie du Kremlin intervenait avec réticence uniquement pour stabiliser un Etat client occupant une position stratégique et qu'elle pourrait bien passer un accord avec les impérialistes. Néanmoins l'envoi de troupes en Afghanistan constituait un acte incontestablement progressiste et décent en opposition au dogme nationaliste-stalinien réactionnaire du « socialisme dans un seul pays » qui a récusé le combat de Lénine pour la révolution socialiste mondiale au profit de la recherche futile d'une « coexistence pacifique » avec l'impérialisme.

De plus, nous avons compris que seule l'intervention militaire soviétique offrait la possibilité d'ouvrir la voie de l'émancipation pour les peuples horriblement opprimés d'Afghanistan. Si une libération de l'Afghanistan devait advenir elle devrait venir de l'extérieur. Le prolétariat était très faible numériquement par rapport au clergé islamique de loin plus nombreux, la population urbaine était entourée d'un océan de gardiens de troupeaux nomades et de paysans sous la coupe des khans, les forces du progrès social ne faisaient pas le poids face aux forces réactionnaires défendant la tradition et le statu quo.

La direction conservatrice de Brejnev au Kremlin n'a pas envoyé 100 000 soldats soviétiques en Afghanistan pour faire une révolution sociale. Mais la présence

même de ces troupes portait en elle la possibilité d'une libération sociale, comme le fit la campagne militaire de Napoléon à travers l'Europe au début des années 1800 dans le sillage de la Révolution française. Comme l'a noté Trotsky dans *la Révolution trahie*, son analyse définitive de la bureaucratie stalinienne, « il est vrai que la bureaucratie continue à accomplir dans ces deux domaines [l'économie et la culture] un certain travail progressif, quoiqu'au prix d'énormes frais généraux. Cela concerne avant tout les nationalités arriérées de l'URSS qui doivent nécessairement passer par une période plus ou moins longue d'emprunts, d'imitations et d'assimilations. »

Sous le parapluie militaire soviétique, les femmes afghanes ont été libérées du voile, instruites et incorporées dans le monde du travail en tant qu'enseignantes, infirmières, médecins et fonctionnaires ; des milliers d'entre elles ont servi comme soldats et officiers dans l'armée afghane et les milices d'autodéfense. Vous pouvez voir tout ce qui pouvait être acquis par les peuples afghans dans le contraste entre l'arriération de l'Afghanistan et les avancées spectaculaires, en terme de niveau de vie, d'instruction, de soins médicaux et de droits des femmes au nord de l'Amou-Daria dans les républiques de l'Asie centrale soviétique. Ces résultats étaient la conséquence de la révolution ouvrière dirigée par le Parti bolchévique de Lénine et Trotsky en octobre 1917 et étendue à l'Asie centrale principalement par l'intervention militaire de l'Armée rouge contre les mollahs et les khans tribaux et d'une campagne d'héroïques militantes bolchéviques qui endossèrent même le voile tactiquement afin d'apporter le progrès social aux femmes de cette région arriérée.

A la suite de l'intervention militaire de Moscou en Afghanistan, les impérialistes et leurs auxiliaires de « gauche » hurlèrent contre l'« expansionnisme soviétique ». Mais loin de chercher à incorporer l'Afghanistan, l'oligarchie du

Suite page 14

Afghanistan...

Suite de la page 13

Kremlin mena cette guerre sans enthousiasme, bien que ses troupes aient été en train de la gagner sur le terrain au début des années 1980. Quand Mikhaïl Gorbatchev arriva au pouvoir en 1985, il commença immédiatement à manœuvrer pour un retrait des troupes soviétiques dans l'espoir de soulager l'économie soviétique et d'apaiser l'hostilité des impérialistes. En fin de compte, Gorbatchev préparait la destruction de l'Union soviétique elle-même. La retraite du Kremlin enhardit les dirigeants impérialistes, qui n'avaient aucune intention de s'arrêter tant que l'Etat ouvrier dégénéré soviétique n'était pas détruit, et renforça les forces internes de restauration du capitalisme. Le retrait d'Afghanistan fut suivi par la contre-révolution en Europe de l'Est: l'arrivée au pouvoir de Solidarnosc en Pologne, la réunification capitaliste de l'Allemagne, le contre-coup d'Etat procapitaliste de Boris Eltsine à Moscou en 1991. A son tour, cela a conduit à un arrêt total de l'aide à Kaboul, scellant le sort de la fragile économie afghane et du non moins fragile gouvernement central.

Quand les forces soviétiques furent retirées en 1988-89, pavant la voie à un assaut sanglant contre les travailleurs, les femmes et les militants de gauche afghans, nous avons farouchement dénoncé cette trahison. Nous avons prévenu qu'il valait beaucoup mieux lutter contre les forces de la contre-révolution en Afghanistan et les vaincre que d'être obligé de les affronter à l'intérieur de l'Union soviétique elle-même. En même temps nous nous sommes solidarisés activement avec les masses qui continuaient à mener une âpre lutte pour leur survie. Le Partisan Defense Committee, organisation de défense sociale et légale liée à la Spartacist League des Etats-Unis, écrivit au gouvernement afghan en février 1989 en lui proposant d'organiser des brigades internationales pour aider à combattre les tueurs intégristes de la CIA. Cette offre fut refusée. Néanmoins le PDC et ses organisations sœurs dans les autres pays répondirent à un appel du gouvernement du PDPA pour une assistance financière, récoltant internationalement 44 000 dollars pour aider les victimes civiles de l'attaque des moudjahidines contre la ville orientale de Jalalabad.

En signe de notre solidarité, nous avons envoyé un correspondant de *Workers Vanguard* à Kaboul et Jalalabad. A l'époque nous écrivions: «Jalalabad assiégée a été le point de mire du djihad [guerre sainte] de l'impérialisme contre le progrès social et contre l'Union soviétique. Jalalabad victorieuse peut être une inspiration pour la lutte révolutionnaire dans toute la région, de l'Inde jusqu'à la Turquie. Cela nécessite avant tout le programme de l'internationalisme léniniste, la bannière de la Ligue communiste internationale» (Supplément au *Bolchévik* n° 94, août 1989).

Notre campagne pour Jalalabad rencontra partout un écho chez les militants se réclamant de la lutte de classe. Les contributions pleuvaient, envoyées par des dizaines de milliers de gens dans le monde: travailleurs immigrés d'Europe occidentale, d'Asie et d'Amérique du Nord; militants syndicaux; étudiants avides de prendre position contre la CIA; et partout, par les femmes, y compris de communautés musulmanes. C'est pendant cette campagne que nous avons décidé de lancer la Ligue communiste internationale, soulignant que notre tendance se bat, seule dans cette voie, pour le communisme de Lénine et Trotsky.

Le « front unique » antisoviétique avec l'impérialisme

La plupart des organisations dans la gauche répondirent à l'intervention soviétique de 1979 en colportant la position de tous les gouvernements impéria-

listes dans le monde: «Troupes soviétiques hors d'Afghanistan!» Ainsi le journal britannique de l'organisation sœur de Socialisme international, *Socialist Worker* (12 janvier 1980) essaya de disculper l'opposition des moudjahidines soutenues par la CIA en écrivant qu'«elle utilise la rhétorique de l'intégrisme islamiste. Mais ici et maintenant, cela ne nous dit pas grand-chose.» Il n'y avait pas be-

l'Est et de l'URSS par la bureaucratie gorbatchévienne.

Parmi les organisations d'« extrême » gauche qui, elles aussi, appelaient au retrait soviétique, certaines comparaient cette intervention avec les interventions des impérialistes en Algérie ou au Vietnam (*Lutte Ouvrière* n° 635, *Combat syndicaliste* n° 1064). Il faut être aveuglé par la stalinophobie pour ne pas voir la diffé-



Les spartacistes ont salué l'intervention soviétique de 1979 contre les réactionnaires soutenus par les impérialistes. Nous avons mobilisé une aide internationale pour la ville assiégée de Jalalabad, après la trahison que représentait le retrait des troupes par Gorbatchev en 1989.

soin d'être marxiste pour savoir ce que la «rhétorique de l'intégrisme islamiste» et, d'autre part, l'intervention soviétique signifiaient pour les femmes afghanes. Même des journalistes occidentaux bourgeois, particulièrement des femmes, le reconnaissaient. Dans un reportage fait au moment où les dernières troupes soviétiques se retiraient, Mary Williams Walsh écrivait dans le *Wall Street Journal* (19 janvier 1989): «Le sort des femmes de Kaboul est un rappel poignant que la victoire indirecte de l'Occident contre l'expansion communiste n'est pas ici sans ambiguïté. Dans un pays arriéré où les paysannes peinent encore comme des serfs du Moyen-Age, les femmes de Kaboul ont réussi à s'accrocher à beaucoup de libertés du XX^e siècle [...] Au lieu de rester à la maison, derrière les murs du purdah, elles émergent chaque jour et travaillent dans des bureaux, des hôpitaux et des écoles.»

En 1979, le PCF, qui n'avait pas encore rompu ses liens historiques avec la bureaucratie stalinienne en URSS, et qui était rejeté par les sociaux-démocrates du PS avec le développement de la deuxième guerre froide, avait initialement soutenu l'intervention soviétique en Afghanistan. Pour la direction du PCF, la «défense de l'URSS» signifiait la défense de la bureaucratie stalinienne et de sa politique de «socialisme dans un seul pays», et donc du refus du régime Brejnev d'étendre les acquis d'Octobre aux peuples afghans. Mais l'intensification de la campagne antisoviétique de la bourgeoisie et des sociaux-démocrates créait un conflit de plus en plus aigu entre de telles positions et la politique de collaboration de classe qui est celle du PCF depuis son ralliement décisif à l'ordre bourgeois en 1935 (avec l'acceptation de la «défense nationale» et la politique des fronts populaires). C'est ainsi qu'en 1981, pour avoir quatre ministres «communistes» dans le gouvernement de guerre froide de Mitterrand, la direction du PCF allait cosigner avec le PS une déclaration où il se prononçait pour «le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan et la cessation de toute ingérence étrangère» (*le Monde*, 25 juin 1981). En 1989, le PCF applaudissait le retrait soviétique d'Afghanistan, qui préfigurait le bradage de l'Allemagne de

rence entre l'impérialisme français qui voulait continuer à piller les ressources pétrolières de l'Algérie, et faisait des Algériens des sous-citoyens dans leur propre pays, et l'armée soviétique qui intervenait aux côtés de nationalistes modernisateurs attaqués par les intégristes parce qu'ils voulaient mettre en vigueur quelques mesures émancipatrices pour les femmes et les paysans pauvres. C'est l'impérialisme qui était du côté de la réaction en Afghanistan, et ce n'est pas un hasard si, dans ce cas, ceux qui voulaient libérer les femmes regardaient vers l'Union soviétique. Car de l'autre côté de la frontière, en Asie centrale soviétique, les femmes avaient été libérées de l'esclavage féodal grâce à la révolution d'Octobre. L'Union soviétique n'est pas intervenue pour piller les richesses de l'Afghanistan (largement inexistantes), mais pour protéger ses frontières d'Asie centrale des attaques impérialistes.

Quant à la comparaison avec la guerre du Vietnam, elle est véritablement grotesque: peut-on se réclamer du trotskysme et ne pas voir de différence entre la victoire des ex-protégés de la CIA à Kaboul et celle d'une révolution sociale victorieuse contre l'impérialisme américain (et auparavant l'impérialisme français) au Vietnam!

Aujourd'hui, LO enfonce le clou, expliquant: «[Cette intervention] galvanisa l'opposition au régime dans la population et jeta celle-ci dans les bras d'intégristes islamiques» (*Lutte de classes* n° 23). Les femmes et toute une couche petite-bourgeoise progressiste s'étaient élevés contre l'arriération féodale et religieuse. L'intervention de l'Armée rouge avait permis à cette couche de ne pas être écrasée par les intégristes financés et armés par les impérialistes. C'est le retrait de cette armée, appelée de ses vœux par LO, et la destruction de l'URSS qui ont ouvert la voie à la victoire de la réaction islamiste. L'argument de LO n'est qu'une tentative de couvrir leur capitulation devant les impérialistes. Le refus de défendre les femmes en Afghanistan par LO est d'autant plus scandaleux que c'est sous ce prétexte qu'elle se retrouve du côté des racistes qui excluent les filles voilées des écoles (cf. *le Bolchévik* n° 131).

Après quelques zigzags initiaux, le

Secrétariat unifié pseudo-trotskyiste de feu Ernest Mandel (dont la LCR est la section française) publia en 1981 une déclaration qui s'alignait avec les positions de Thatcher et Reagan, appelant à «un arrêt de l'occupation soviétique de l'Afghanistan!» En 1988, le SU applaudit au retrait de l'Armée rouge d'Afghanistan et, dans un paroxysme de stalinophobie, déclarait même: «Si toutefois le gouvernement de Kaboul s'avérait incapable de survivre au retrait soviétique [...] sa chute constituerait en tout état de cause un moindre mal que la perpétuation de l'enlèvement soviétique en Afghanistan» (*Inprecor* n° 263, 11 avril 1988)! Les bandits politiques de la Workers League de David North et de son «Comité international» hurlèrent de concert avec les dirigeants impérialistes US que l'intervention soviétique était une attaque contre «les droits et les sentiments nationaux du peuple afghan» (*Bulletin*, 8 juillet 1986). Le groupe centriste britannique Workers Power, dont la section sœur en France est Pouvoir ouvrier (PO), né d'une scission de l'organisation de Cliff, avait des positions quelque peu plus contradictoires. En réaction à l'hystérie impérialiste contre l'intervention soviétique, Workers Power fit un pas à gauche, rompant avec la théorie totalement antimarxiste de Cliff selon laquelle l'Union soviétique était «capitaliste d'Etat» (sans classe capitaliste, ni économie capitaliste) et déclara son adhésion formelle à l'analyse de Trotsky que l'Union soviétique était un Etat ouvrier bureaucratiquement dégénéré.

Mais bien qu'il n'ait pas appelé, à l'époque, à un retrait soviétique immédiat, Workers Power rejoignit le reste de la gauche stalinophobe antisoviétique et «condamnait l'invasion soviétique de l'Afghanistan» comme «contre-révolutionnaire» (*Workers Power*, février 1980). Lorsque plus tard, le Kremlin se retira d'Afghanistan, Workers Power fit un virage à 180° et dénonça le retrait. Et pendant tout ce temps, ils vitupéraient contre notre slogan, «Salut à l'Armée rouge!» Ce qu'il y a derrière l'insistance de Workers Power que l'intervention soviétique, éminemment progressiste, était contre-révolutionnaire, c'est un préjugé antisoviétique profondément ancré, héritage de son origine cliffiste. Dans ses efforts stalinophobes pour se distancer de l'Armée rouge, Workers Power faisait appel à un fictif prolétariat afghan et même à des «éléments féodaux» pour «organiser leur propre pouvoir d'Etat» (*Workers Power*, février 1980); mais le problème était précisément que la révolution ne pouvait être apportée que de l'extérieur.

Ces centristes visqueux se sont par ailleurs souvent retrouvés du côté des impérialistes: lors de leur soutien critique au «syndicat» contre-révolutionnaire Solidarnosc, bien que reconnaissant que s'il arrivait au pouvoir, cela voudrait dire la restauration du capitalisme en Pologne; dans leur soutien, en janvier 1990, au mouvement nationaliste lituanien antisoviétique - infesté de fascistes - et lorsqu'ils se retrouvèrent aux côtés d'Eltsine, sur les barricades, en août 1991, au moment où il consolidait sa marche vers la contre-révolution capitaliste.

A l'époque où elle était une opposition à l'intérieur des Jeunesses communistes révolutionnaires (JCR), l'organisation de jeunesse de la LCR, la JCR-Gauche révolutionnaire se réclamait du mot d'ordre de «victoire militaire de l'Armée rouge en Afghanistan». Ce mot d'ordre exprimait une opposition sur la gauche à la capitulation abjecte de la LCR devant la campagne antisoviétique. Mais ce groupe a été incapable de consolider et de généraliser cette opposition et de rejoindre le programme trotskyiste de défense de l'URSS défendu par la LCI. Ainsi, en août 1991, au moment décisif où les forces de la contre-révolution capitalistes ont pris le dessus en URSS, en août 1991 à Moscou, les JCR ont refusé d'appeler les travailleurs d'URSS

à balayer la racaille contre-révolutionnaire rassemblée sur les barricades de la « Maison blanche » d'Eltsine. Après divers ziggags politiques, les JCR, devenus la Gauche révolutionnaire, ont finalement rejoint le groupe britannique Militant Labour. Aujourd'hui, ils se mettent à l'unisson de ces sociaux-démocrates anti-soviétiques en expliquant que ces mêmes mollahs afghans dont ils souhaitaient hier l'écrasement par l'armée soviétique menaient en fait une « lutte anti-coloniale contre l'envahisseur soviétique » (*l'Egalité* n° 49).

Pour justifier leur position, toutes ces organisations avançaient aussi que l'intervention soviétique violait « l'autodétermination nationale » afghane. Pour les marxistes, la question de l'autodétermination est subordonnée aux considérations de classe qui sont primordiales – dans le cas de l'Afghanistan, la défense de l'Union soviétique contre l'impérialisme et la lutte contre la réaction féodale et l'oppression des femmes. De plus l'Afghanistan n'est pas une nation unitaire, mais un chaudron de nationalités distinctes en querelles les unes contre les autres (ainsi que de groupes tribaux et ethniques) divisées par des frontières artificielles : les Pashtouns s'étendent au Pakistan et les Ouzbeks dans l'ex-République soviétique d'Ouzbékistan, tandis que les Tadjiks chevauchent les frontières avec le Tadjikistan et l'Iran. La levée de boucliers à propos des « droits nationaux » du « pauvre petit Afghanistan » avait à peu près autant de validité que la revendication pour les « droits des Etats »

lancés par la Confédération [des Etats esclavagistes] pendant la Guerre civile américaine et ensuite 100 ans plus tard par les ségrégationnistes durs du Sud des Etats-Unis. Précisément parce que l'Union soviétique n'était pas capitaliste/impérialiste, l'intervention de l'Armée rouge en Afghanistan, plutôt que d'accroître l'oppression et de renforcer les forces de la réaction comme le fait l'impérialisme dans ses semi-colonies, ouvrait la possibilité d'apporter le progrès dans cette terre arriérée de peuples fragmentés.

Nous sommes le parti de la Révolution russe !

D'un point de vue révolutionnaire, trotskyste, l'opposition au stalinisme signifiait la défense des fondements sociaux de l'Union soviétique – principalement l'existence d'une économie planifiée collective, nécessaire précondition à la création d'une société communiste internationale sans classes. L'appel des trotskystes à la révolution prolétarienne pour balayer les usurpateurs staliens avait pour prémisse notre défense des acquis d'Octobre, y compris notre défense militaire inconditionnelle de l'Union soviétique contre la contre-révolution interne et les attaques impérialistes. Dans son discours de 1939, cité plus haut, James P. Cannon expliquait : « L'Union soviétique a émergé de la révolution d'Octobre en tant qu'Etat ouvrier. En résultat de l'arriération et de la pauvreté du pays et du retard de la révolution

mondiale, une bureaucratie conservatrice a émergé et triomphé, détruit le parti et bureaucratise l'économie. Cependant, cette même bureaucratie opère encore sur la base de la propriété nationalisée établie par la révolution. Ceci est le critère décisif pour notre évaluation de la question » (reproduit dans la brochure de la LTF *Pour la révolution politique ! Les Etats ouvriers déformés et la théorie marxiste : (Chine, Cuba, Indochine...)*, mai 1987).

La trahison stalinienne et la terreur impérialiste ont laissé l'Afghanistan dévasté, les systèmes de transport, du commerce et de la vie économique se sont totalement écroulés. Le pays a été transformé en un patchwork de fiefs régionaux dirigés par des seigneurs de la guerre basés sur des ethnies. Les Talibans, s'appuyant sur le groupe Pashtoun prédominant, contrôlent la capitale en ruines et les deux tiers sud du pays, tandis que la région septentrionale ouzbèke est dirigée par Abdoul Rashid Dostom et que les milices d'Ahmed Shah Massoud règnent sur les Tadjiks. Aujourd'hui les forces de Dostom et de Massoud sont présentées comme « modérées » par rapport à celles des Talibans, mais Massoud reste allié à Gulbudin Hekmatyar, l'un des plus sauvages dirigeants intégristes sous le régime du PDPA.

Le martyre de l'Afghanistan est un produit direct du cataclysme contre-révolutionnaire qui a abouti à la restauration du capitalisme en Europe de l'Est et dans l'ex-Union soviétique. Cela a enhardi les forces réactionnaires non seulement dans des régions arriérées comme

l'Afghanistan mais aussi en Europe occidentale et aux USA. Divers commentateurs bourgeois pointent un doigt accusateur sur les horreurs que commettent actuellement les intégristes islamistes, en Afghanistan ; mais les intégristes chrétiens américains se réclamant des « valeurs familiales » veulent aussi ramener les femmes à la maison. Cela se manifeste non seulement dans les attaques des terroristes du « droit à la vie » contre les femmes qui cherchent à avorter mais aussi dans la barbarie croissante du système judiciaire capitaliste raciste.

Les horreurs en cours en Afghanistan aujourd'hui constituent l'expression la plus crue de l'alternative qui a été posée pendant tout ce siècle et qui se pose avec de plus en plus d'acuité et d'urgence : socialisme ou barbarie. Si les jeunes qui militent contre l'oppression sociale veulent aller de l'avant et engranger de nouvelles victoires, alors ils doivent étudier et apprendre les leçons des luttes et défaites du passé, y compris la défaite historique mondiale qu'a représentée la destruction des acquis subsistant de la révolution d'Octobre. Nous, Ligue communiste internationale, luttons pour un nouvel Octobre, tant dans ce pays que dans le monde entier. Nous luttons pour forger internationalement des partis bolchéviques capables de diriger les ouvriers – à la tête de tous les opprimés – vers le pouvoir et vers une société dans laquelle l'oppression capitaliste et l'esclavage des femmes seront les reliques d'un passé barbare.

- Adapté de *Workers Vanguard* n° 654

Parti...

Suite de la page 11

doivent comprendre cette logique interne de la grève générale, sinon ce ne sont pas des chefs, mais des dilettantes et des aventuriers. Politiquement, cela signifie que les chefs sont dès maintenant tenus de poser devant le prolétariat le problème de la conquête révolutionnaire du pouvoir. Sinon, ils ne doivent pas se hasarder à parler de grève générale.»

Il est hautement significatif que le mot « parti révolutionnaire » soit totalement absent de l'article de PO, qui évoque par contre à six reprises la « dynamique » de la grève générale. Autrement dit, PO prétend que le développement de la lutte économique, pourvu que celle-ci soit suffisamment massive et combative et conduise à un conflit direct avec l'Etat bourgeois, suffira à faire prendre conscience aux travailleurs de la nécessité de rompre avec leurs directions actuelles et à lutter pour le pouvoir d'Etat.

Deux grèves générales en France restent encore dans la mémoire de la classe ouvrière : la grève générale de juin 1936, qui a abouti à ce que la bourgeoisie capitule au nazisme pour échapper à la révolution ouvrière. Quant à Mai 68, cela a abouti à réélire les gaullistes que l'on retrouve encore au pouvoir 30 ans après. Pourquoi la « dynamique » incontestable de ces deux grèves générales n'a-t-elle pas abouti à la victoire, alors que les grévistes déchiraient leur carte de la CGT ou du PCF (comprenant donc bien la trahison des bureaucrates) ou refusaient d'accepter les conditions négociées à Grenelle ? (cf. notre brochure *Mai 68 - Révolution sabotée*). Dans son article, PO ne cherche nulle part à répondre à cette question cruciale, et n'évoque Mai 68 que pour s'extasier sur la manière dont la grève générale s'était alors développée à partir d'une lutte économique locale. Dans son encadré intitulé « La grève générale en trois questions », il semble que le seul problème qui se pose pour les travailleurs dans une grève générale est d'organiser le ravitaillement et les transports. Comme si la bourgeoisie ne mettait pas toujours tous ses moyens en branle pour reprendre le contrôle de la situation. La grève générale est un défi à l'autorité de l'Etat bourgeois, et celui-ci va avoir recours à des méthodes de guerre civile pour défendre son pouvoir.

Quant aux réformistes, ils font dans ce cas-là tout ce qu'ils peuvent pour aider la bourgeoisie. Chirac lui-même dans ses souvenirs de Mai 68 (il était un des négociateurs pour le gouvernement à Grenelle) rapporte qu'il avait été surpris de voir comment les bureaucrates étaient prêts à accepter même moins que ce que la bourgeoisie leur offrait pour mettre fin à la grève générale. PO déclare : « Il faut que la base exige des dirigeants qu'ils organisent la grève et mettent tout l'appareil syndical au service de ce but ». Les directions réformistes, pour pouvoir jouer leur rôle d'agents de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier, doivent presque toujours prendre le train en marche quand la classe ouvrière se met en branle, et font tout ce qu'elles peuvent pour prendre le contrôle du mouvement. Le problème n'est pas qu'elles traînent les pieds pour organiser une grève générale, mais qu'elles sont déterminées à empêcher que la grève générale conduise à la victoire du prolétariat et ont plus d'un tour dans leur sac pour le faire.

Une grève générale ne peut gagner que si elle repose sur des milices ouvrières pour sa défense, et des organes de contrôle ouvrier ou des conseils ouvriers qui sont conscients que la prise du pouvoir par la classe ouvrière est à l'ordre du jour et que cela n'a rien à voir avec des élections parlementaires. Au moment où la bourgeoisie essaye de réprimer par la force et d'écraser ces organes de la classe ouvrière, ce qui pose la question de qui est le maître dans la société, ces organes doivent être capables de scissionner l'armée, dérouter la police et repousser les fascistes dans leur trou. Pour cela il faut un état-major révolutionnaire déterminé à renverser le pouvoir bourgeois.

Avec son culte de la « dynamique », PO rejoint les « économistes » russes, qui pensaient eux aussi que le développement spontané de la lutte de classe amènerait inéluctablement les travailleurs à la conscience révolutionnaire. Contre les économistes, Lénine réaffirmait, dans *Que Faire ?*, que les ouvriers ne pouvaient de par la simple expérience de leur exploitation arriver à la compréhension, découlant de l'analyse marxiste, du programme qui exprime les intérêts historiques du prolétariat. Il faut un parti d'avant-garde de la classe ouvrière qui a assimilé le

marxisme et les leçons des luttes du mouvement ouvrier.

Lénine insistait aussi que « tout culte de la spontanéité du mouvement ouvrier, tout amoindrissement du rôle de l'élément conscient » [...] signifie par là-même – qu'on le veuille ou non, cela n'y fait absolument rien – un renforcement de l'influence de l'idéologie bourgeoise sur les ouvriers » (*Que Faire ?*) Pour actualiser cette thèse fondamentale de Lénine, il faut rappeler qu'aujourd'hui en France, ce culte et cet amoindrissement signifient un renforcement de l'emprise politique des directions réformistes qui constituent les courroies de transmission principales de l'idéologie bourgeoise dans la classe ouvrière.

Au moment où ces directions sont engagées dans la construction d'une nouvelle alliance de collaboration de classes, en fait de « dynamique révolutionnaire », la grève générale prônée par PO ne conduit, qu'ils le veuillent ou non, qu'à remettre cette alliance de collaboration de classes au pouvoir. D'ailleurs, PO explique d'ores et déjà qu'elle n'a « pas peur d'une nouvelle "union de la gauche" », qu'elle accueillera « à bras ouverts, comme une occasion importante de permettre aux travailleurs de rompre » avec le PC et le PS (*PO* n° 37, septembre-octobre). Mais l'Union de la gauche était ce que les trotskystes appellent un front populaire, c'est-à-dire un gouvernement de coalition avec la bourgeoisie, au service de la bourgeoisie. C'est lorsque la bourgeoisie est tellement en crise qu'elle a besoin de la présence des partis ouvriers dans le gouvernement pour mater la classe ouvrière que des gouvernements de front populaire sont constitués. L'expérience des fronts populaires en soi, comme l'ont montré 14 ans d'union de la gauche, ne fait pas avancer la conscience de la classe ouvrière mais au contraire la paralyse dans ses luttes. Aussi, plutôt que de « permettre aux travailleurs de rompre » avec les réformistes et, d'après PO, d'aller plus loin dans la lutte, l'histoire a montré (de l'Espagne en 36 à l'Union de la gauche en passant par le Chili) que c'est la réaction et les fascistes que ces fronts populaires renforcent et que c'est la classe ouvrière qui en sort désarmée et affaiblie. (En ce qui concerne les centristes et le front populaire, voir l'article « Italie : *Proposta*, couverture de gauche du front populaire » dans ce numéro).

Le seul front populaire qui s'est terminé par une victoire pour la classe ouvrière, c'est celui de Kérénsky en Russie en 1917, et c'est parce que Lénine et les bolchéviks – qui n'ont jamais accordé le moindre soutien politique au gouvernement de Kérénsky – avaient dans les années qui ont précédé forgé un parti politiquement et organisationnellement solide, sur la base d'un programme révolutionnaire. Les bolchéviks avaient une politique d'indépendance totale de la classe ouvrière et ont renversé le gouvernement Kérénsky pour établir un régime des soviets.

Pour un parti révolutionnaire !

Plutôt que de lancer à la légère des mots d'ordre de grève générale, il faut une organisation révolutionnaire trotskyste qui intervienne dans la lutte des classes pour apporter aux ouvriers la conscience dont ils ont besoin pour transformer leur résistance à la classe capitaliste en offensive pour le pouvoir ouvrier. Ce n'est pas la combativité qui manque à la classe ouvrière française. Les trotskystes doivent s'adresser aux questions centrales qui se posent aujourd'hui au prolétariat de ce pays – la nécessité de l'unité de la classe ouvrière basée sur une lutte implacable pour défendre les minorités attaquées, les immigrés, les femmes ; et la question d'une opposition révolutionnaire aux tentatives des réformistes de tout poil, de Krivine à Jospin, d'enfoncer encore une fois la classe ouvrière dans l'impasse de la collaboration de classes et du front populaire.

Même si elles sont de petits groupes de propagande de combat, les sections de la LCI sont l'incarnation du programme révolutionnaire. C'est notre rôle d'intervenir avec ce programme, pour fournir une direction révolutionnaire et démasquer les réformistes et les centristes dans les combats quotidiens. Particulièrement dans une période caractérisée par des luttes défensives contre les attaques bourgeoises, et par un scepticisme compréhensible par rapport aux partis et au marxisme, il est vital de lutter pour un programme de revendications transitoires qui conduise inéluctablement le prolétariat à une seule conclusion : la nécessité de la révolution socialiste ; et c'est par l'intermédiaire du parti que l'on gagne les ouvriers à cette conscience. ■

Les fruits amers de la sale guerre antisoviétique des impérialistes

Afghanistan : L'enfer pour les femmes

Le 27 septembre, la capitale de l'Afghanistan, Kaboul, est tombée aux mains des Talibans, une milice intégriste islamiste. Quatre ans d'un terrifiant régime de « coalitions » changeantes entre factions de *moudjahidines* (« combattants de dieu ») islamistes réactionnaires en guerre les unes contre les autres avaient déjà mené Kaboul à l'article de la famine et de la dévastation. Maintenant les tueurs Talibans ont commencé à exercer leur sanglante vengeance sur tout vestige de progrès social qu'auraient laissé en place les voutours qui les ont précédés. Une de leurs premières cibles a été le président afghan prosoviétique, Najibullah, renversé par les *moudjahidines* en 1992; il a été traîné de son refuge dans le bâtiment des Nations unies à Kaboul, battu, fusillé et pendu, et son cadavre est resté exposé dans la rue pendant plusieurs jours. Pour justifier cet acte de sauvagerie barbare, un membre du conseil des Talibans de Kaboul s'est répandu en injures, disant que Najibullah « était contre l'Islam. C'était un criminel et un communiste ». Mais il est incontestable que les principales victimes de la consolidation de la réaction intégriste islamiste à la suite du retrait des troupes soviétiques en 1989, ce sont les femmes afghanes effroyablement opprimées. La guerre civile a recommencé, mettant aux prises des milices ethniques ayant soutenu le précédent régime des *moudjahidines*, qui ont déclenché une offensive contre les positions des Talibans près de Kaboul, mais aujourd'hui toutes les forces en présence sont profondément réactionnaires.

Après la prise de Kaboul, un des premiers actes des Talibans a été d'interdire aux femmes toute forme de travail, de fermer toutes les écoles de filles et d'ordonner aux femmes de rester enfermées chez elles sous la loi du *purdah* (isolement social) sauf si elles sont accompagnées par un homme. En conséquence, presque tous les établissements scolaires ont été fermés étant donné que 75 % des enseignants sont des femmes, pour la plupart formées pendant la présence des Soviétiques dans les années 1980. Ceci a aussi créé le chaos dans les hôpitaux et les orphelinats dont le personnel était essentiellement féminin. Comme les tabous des intégristes interdisent aux femmes d'être soignées par des médecins hommes, l'élimination du personnel médical féminin équivaut à une sentence de mort pour d'innombrables femmes et filles.

D'après le journal *Los Angeles Times* (2 octobre) « des femmes qui se sont aventurées dans les rues poussiéreuses de Kaboul sans se cloîtrer de la tête aux pieds, dans des robes opaques et suffocantes, ont été battues avec des fouets ou des courroies ». Aujourd'hui la situation là-bas est si terrible que les Afghans qui en ont les moyens envoient leurs filles se réfugier dans l'Iran voisin, lui-même sous la coupe d'ayatollahs intégristes islamistes. L'orgie de terreur antifemmes



Steel-Perkins/Magnum

La prise de Kaboul par les milices des Talibans (ci-dessus) a mené à un règne de terreur intégriste islamique renforcé contre les femmes afghanes, emprisonnées à la maison ou forcées à porter le « voile » de la tête aux pieds.



Chin/NY Times

des Talibans met la touche finale au programme de réaction sociale appliqué par les tueurs *moudjahidines*, qui ont pris le pouvoir il y a quatre ans et qui ont ressuscité la pratique de la lapidation des femmes pour adultère et « impudeur », tout en soumettant la population entière

des d'argent et des équipements militaires dernier cri aux diverses factions de *moudjahidines*, depuis le tristement célèbre Gulbudin Hekmatyar qui s'est rendu célèbre en jetant de l'acide au visage des étudiantes non voilées de l'université de Kaboul dans les années soixante-dix jus-

Femmes et Révolution

Publié en collaboration avec *Women and Revolution (USA)*

à un régime de terreur et de pillage.

Le gouvernement américain prend hypocritement ses distances face à certains des « excès » dans ce cauchemar de réaction sinistre qui s'est abattue sur les femmes de Kaboul, mais c'est lui qui a été la principale force derrière l'arrivée au pouvoir des Talibans. Par l'intermédiaire du régime islamiste du Pakistan, son protégé, l'impérialisme US a, des années durant, envoyé d'énormes som-

mes, plus récemment, aux tueurs Talibans. Alors même que des femmes étaient battues et brutalisées dans les rues de Kaboul, des porte-parole de l'administration Clinton se précipitaient pour rencontrer des représentants des Talibans, saluant les efforts de ces tueurs et bourreaux moyenâgeux pour « libérer l'Afghanistan ».

L'enfer effroyable qui s'est abattu sur les femmes, les enseignants, les médecins,

les travailleurs, les minorités ethniques et religieuses et sur tous les éléments laïques en Afghanistan, est le fruit amer de la campagne incessante des impérialistes pour miner et détruire l'ex-Union soviétique, dont la présence militaire dans les années 1980 était le principal rempart contre la réaction intégriste islamiste. Pendant plus d'une décennie, les impérialistes ont armé les assassins *moudjahidines* jusqu'aux dents, les organisant pour mener une guerre par procuration contre l'armée soviétique et le Parti démocratique populaire d'Afghanistan (PDPA). Mais le sang de chaque femme non voilée assassinée par les intégristes afghans est aussi sur les mains des organisations de gauche internationalement, qui se sont alignées derrière la sale guerre antisoviétique de l'impérialisme américain en Afghanistan!

Pendant des années, des organisations se réclamant du trotskysme (la LCR, Lutte ouvrière, Socialisme international) sans parler des anarchistes ont, jusqu'en février 1989 – date du retrait des dernières troupes soviétiques d'Afghanistan – hurlé avec les loups impérialistes en demandant le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan. D'autres comme Socialisme international (SI, section sœur du SWP britannique) allant même jusqu'à faire écho aux campagnes de Washington, Londres, Paris, etc., en appelant à la défaite des troupes soviétiques par les mollahs, qui luttèrent ouvertement pour l'esclavage des femmes en Afghanistan. Tous ces groupes ont obtenu ce qu'ils réclamaient. Ces « socialistes » autoproclamés et ces anarchistes ont contribué, dans la mesure de leurs moyens limités, à amener l'horreur aujourd'hui infligée aux femmes afghanes.

La « question russe » à brûle-pourpoint

Au XIX^e siècle, le socialiste utopiste Charles Fourier a observé que le progrès social peut être mesuré à l'aune du statut des femmes dans la société. Cela est totalement évident dans le cas de l'Afghanistan. Pour des marxistes, et en fait pour tous ceux qui s'opposent à l'oppression des femmes, prendre le camp de ceux qui, en Afghanistan, combattaient les intégristes islamistes soutenus par les USA était une position aussi claire et évidente que l'avait été le soutien de la Première Internationale de Karl Marx aux forces de l'Union dirigées par Abraham Lincoln pendant la Guerre civile américaine contre l'esclavage.

Comment donc ces organisations ont-elles pu s'aligner avec ceux qui combattaient pour l'asservissement des femmes en Afghanistan? La réponse se trouve dans leur virulente hostilité à l'Etat ouvrier soviétique bureaucratiquement dégénéré. Depuis l'instant où la Révolution bolchévique a renversé le capitalisme en Russie en 1917 jusqu'à la

Suite page 13